$0.50

juin 78, no. 31

CHILI
INFORMATIONS
QUÉBEC

NICARAGUA

ROYAUME DES COMPAGNIES ET DU GOUVERNEMENT AMÉRICAINS

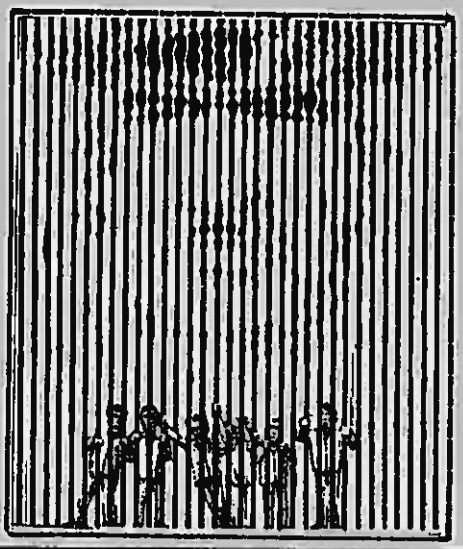
L'ÉVOLUTION DE L'INDUSTRIE MINIÈRE CANADIENNE:

MOINS D'EMPLOIS, ——

PLUS DE PROFITS ——

CHILI: une nouvelle mascarade de la junte militaire chilienne:

l'amnistie



Des prisons du Chili aux syndicats jaunes du Quebec

Temoignage d'une militante chilienne

T A B L E D E S M A T I E R E S

ISNN: 0378-9304

CHILI:
Une nouvelle mascarade de la junte militaire p. 1

L'évolution de l'industrie minière canadienne
moins d'emplois, plus de profits p. 4

NICARAGUA:
Royaume des compagnies et du gouvernement
américains p. 14

Les hauts fonctionnaires de l'impérialisme
américain:
Le Fonds Monétaire International p. 22

Des prisons du Chili aux syndicats jaunes
du Québec
Le témoignage d'une militante chilienne p. 28

Nouvelles brèves du Chili p. 33

Solidarité Québec-Chili
Une lettre du Chili p. 36

Les activités du Comité Québec-Chili p. 37

Publications disponibles p. 39

Abonnez-vous p. 40

LA SPIRALE

LA SPIRALE, c'est un film réalisé en '76, qui analyse de façon rigoureuse la nouvelle stratégie mise au point par l'impérialisme américain pour mettre en échec la montée des forces populaires.

C'est un film à voir.

LA SPIRALE, c'est aussi un document produit par le COMITE QUEBEC-CHILI qui reprend une bonne partie des éléments du film tout en y ajoutant certaines informations.

C'est un document à lire, à discuter, à critiquer...

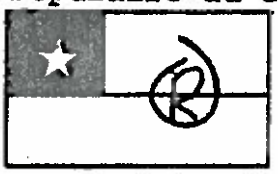
En vente ($0.50) au Comité

TOUS LES BENEFICES VONT A LA

RESISTANCE POPULAIRE au CHILI

A PORTER

Drapeau de la Résistance Populaire au Chili



Email sur cuivre

$5.00

A ECOUTER

un disque

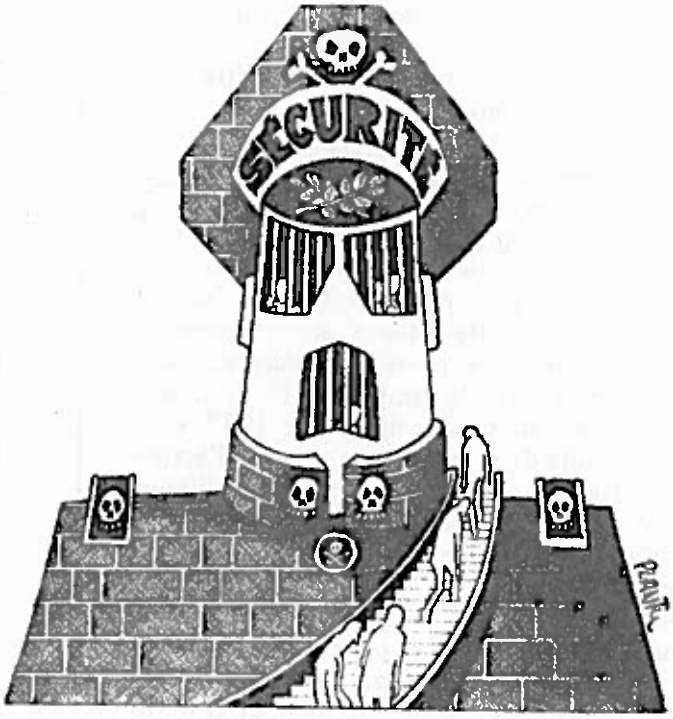
du groupe

KARAXU

$6.00

CHILI

UNE NOUVELLE MASCARADE DE LA JUNTE MILITAIRE: L'AMNISTIE



La junte militaire chilienne a annoncé une "amnistie générale" pour les prisonniers politiques condamnés par les tribunaux militaires. Cette amnistie s'adresse à tous ceux qui ont été condamnés pendant l'Etat de siège, soit du 11 septembre 1973, jour du coup d'Etat, au 10 mars 1978, jour où la junte a déclaré la fin de l'Etat de siège et à partir duquel elle maintient un Etat d'urgence.

Pour mieux interpréter cette amnistie et la situer dans son contexte, reprenons en partie la déclaration des prisonniers politiques du Chili parvenue de Santiago, en avril 1978 (Document clandestin 228)

> Les prisonniers politiques condamnés par les tribunaux militaires ne représentent qu'une fraction des prisonniers politiques du Chili.

En novembre 1976, la junte militaire déclarait officiellement qu'il n'y avait plus de prisonniers politiques au Chili (La Presse, 19. 11.76). Elle venait d'accorder la libération de 300 prisonniers politiques qui gisaient dans les camps de concentration de Tres Alamos et de Puchuncavi. Arrêtés sans procès ni condamnation, ces prisonniers étaient détenus en vertu de l'Etat de siège. Maintenant, voilà que le 3 avril 1978, la junte militaire annonce la libération de 224 prisonniers politiques (Le Devoir, 6 et 7 avril 1978).

Ce sont des condamnés par le tribunal militaire qui ont ou une commutation de leur peine de prison en peine d'exil, (ils sont 72 mais ne pouvaient sortir en liberté faute de visa) ; ou un refus de quitter le pays même s'ils avaient un visa, (ils sont 63) ; ou un temps de condamnation achevé (ils sont 89).

Mais le peuple chilien réclame la libération

CHILI

de 1,100 prisonniers politiques enfermés dans 31 prisons de l'Etat à travers le pays d'Arica à Punta Arenas.

Pourquoi cette différence du chiffre officiel avec celui exprimé par le peuple ?

Pinochet ne mentionne rien quant au sort des camarades prisonniers que la junte camoufle sous le vocable de "délinquents de droit commun", détenus en temps de paix. Parmi eux, en exemple, des paysans et paysannes de Puerto Montt, d'Osorno et de Valdivia (au sud du pays). Ils ont été détenus, après septembre 1973, et leur procès portent sur leurs activités politiques d'avant le coup d'Etat. D'autres, détenus surtout depuis novembre 1977, sont des militants de la Résistance accusés d'activités politiques "opposées" à la junte militaire et attendent encore leur procès.

Cette amnistie ne concerne pas les prisonniers, disparus après leur détention. Des organisations chiliennes mentionnent 2,800 prisonniers disparus. Le peuple identifie lui-même ses prisonniers politiques, dénonce constamment les crimes commis par la junte militaire et réclame la vérité au sujet des disparus.

> Tant que la DINA-CNI ou des organisations similaires existeront, personne ne peut assurer la vie aux amnisties actuels qui demeureront au Chili.

En effet plusieurs personnes libérées en novembre 1976, furent de nouveau arrêtées et sont maintenant disparues. D'autres furent assassinées dans des supposés affrontements avec les forces armées. Tous furent étroitement surveillés et plusieurs, à cause des menaces constantes de la DINA se sont vus forcés à l'exil. Tout laisse croire que l'appareil répressif agira de la même façon pour les nouveaux prisonniers amnistiés et pour les exilés qui retourneraient au pays après avoir obtenu la permission du Ministère de l'Intérieur.

L'amnistie, selon le décret du gouverneme militaire publié le 19 avril 1978, favorise tous ceux qui ont commis un délit au cours de l'Etat de siège. La junte militaire amnistie ainsi tous ses agents secrets et les militaires qui ont volés, torturés, assassinés les militants et les leaders du peuple.

Si la junte militaire prétend annuler, par un décret, la responsabilité criminelle de la DINA-CNI, le peuple, lui, réclame son châtiment. Il n'oublie pas l'appareil répressif qui l'opprime constamment et qui a converti le Chili en une gigantesque prison.

> L'annonce de l'amnistie n'est qu'une mascarade et une tentative désespérée de Pinochet pour améliorer son image et surmonter la crise aigüe dans laquelle se débat le gouvernement.

L'amnistie, après le show du Référendum et l'artificielle abolition de l'Etat de siège, s'inscrit dans le processus d'institutionalisation du régime. Elle vient insister sur la paix qui doit régner au Chili, sur l'obligation d'unir les forces, d'abandonner la haine et de créer l'unité qui favorisera la nouvelle institutionalisation.

Toutes ces mesures veulent restaurer internationalement l'image très noircie de la dictature. Ce processus répond à la politique de Carter envers les régimes militaires en Amérique latine pour y installer ce qu'ils appellent des "démocraties viables", c'est-à-dire assurer le même type de domination mais avec une façade démocratique. Ainsi, cela permettrait aux grands capitaux d'aller investir librement dans ces pays sans subir l'opprobe mondiale. Au Chili, on assiste à une aggravation des conflits à l'intérieur de la junte militaire et de la classe dominante, où chacun des secteurs cherche à s'approprier la plus grande part dú bénéfice, produit de la surexploitation de la classe ouvrière.

Parallèlement, la croissante activité des masses rompt avec la situation de repli qu'avait vécu le mouvement de masse depuis le coup d'Etat. Grèves, arrêts de travail, manifestations publiques et célébration de la fête internationale des travailleurs, malgré les ma-

traques et les arrestations, démontrent de nouveau la force des travailleurs. La dictature a échoué dans sa tentative d'anéantir les organisations de la Résistance ; elle échouera aussi dans celle de faire participer le peuple à la nouvelle institutionnalisation.

Aussi, nous – prisonniers politiques du nord au sud du Chili – demandons à la classe ouvrière et au peuple chilien ainsi qu'à la solidarité internationale qui lutte contre la dictature, de développer immédiatement un processus de mobilisation pour :

a- que soit révélée la vérité au sujet de chacun et de tous les disparus, que se dissolve la DINA-CNI, que soient châtiés les tortionnaires.
b- que l'amnistie donne aux prisonniers politiques leur plein droit de demeurer au Chili, aux condamnés par les tribunaux militaires comme à ceux des tribunaux ordinaires.
c- que soit accordée l'amnistie à tous les exilés, même à ceux dont la peine de prison a été changée en peine d'exil.

Les tâches de solidarité pour les travailleurs québécois et leurs organisations sont encore nombreuses. En ce qui regarde la libération des prisonniers politiques, il est urgent de faire des pressions sur le gouvernement canadien pour qu'il accueille immédiatement les prisonniers politiques qui ont déjà un visa pour le Canada et que le gouvernement chilien vient d'expulser avec une commutation de leur peine de prison en peine d'exil.

Ecrire immédiatement à :

Monsieur Michael Malloy
Département de l'Immigration
Division des réfugiés politiques
305 rue Rideau
Ottawa, Ontario K1A 0J9

Envoyer un télégramme à :

Monsieur Brian O'Connor
Secrétaire de l'Immigration
Ambassade du Canada
Ahumada 11 10e piso
Santiago, Chili

Les prisonniers politiques que le Comité Québec-Chili sait être dans cette situation actuellement et pour lesquels il faut lutter sont :

NOM	CONDAMNATION	LIEU D'EMPRISONNEMENT
Blaset Castro Pedro	8 ans	pénitencier de Santiago
Candia Poblete Segundo	8 ans	prison de Valdivia
Contreras Aravena Louis	perpétuité	prison de Talca
Gonzale-Cofre Waldo	perpétuité	prison de Talca
Leiva Aguayo Heriberto	7 ans	prison de Puerto Montt
Leiva Aguayo Miguel	7 ans	prison de Puerto Montt
Martinez Munoz José	perpétuité	prison de Talca
Mariscal Gonzalez Mariscal	perpétuité	prison de Talca
Navarrete Carrillo German	perpétuité	pénitencier de Santiago
Olivares Urtubia Sergio	8 ans	prison annexe de Santiago
Ovalle Canales José	15 ans	pénitencier de Santiago
Roldan Bernal Juan	8 ans	pénitencier de Santiago
Rivas Diaz Hector	10 ans	pénitencier de Santiago
Ruiz Solis Mario	perpétuité	pénitencier de Santiago
Reuter Gomez Guido	10 ans	prison de Puerto Montt
Ralil Nahuelquin Ramon	7 ans	prison de Puerto Montt
Tapia Oedo Jorge	10 ans	prison de Temuco
Vega Munoz Vladimir	perpétuité	prison de Talca
Viscaya Vilches Jorge	perpétuité	prison de Talca
Nunez Quintanilla Amador	12 ans	pénitencier du Canada

L'ÉVOLUTION DE L'INDUSTRIE MINIÈRE CANADIENNE
MOINS D'EMPLOIS, PLUS DE PROFITS

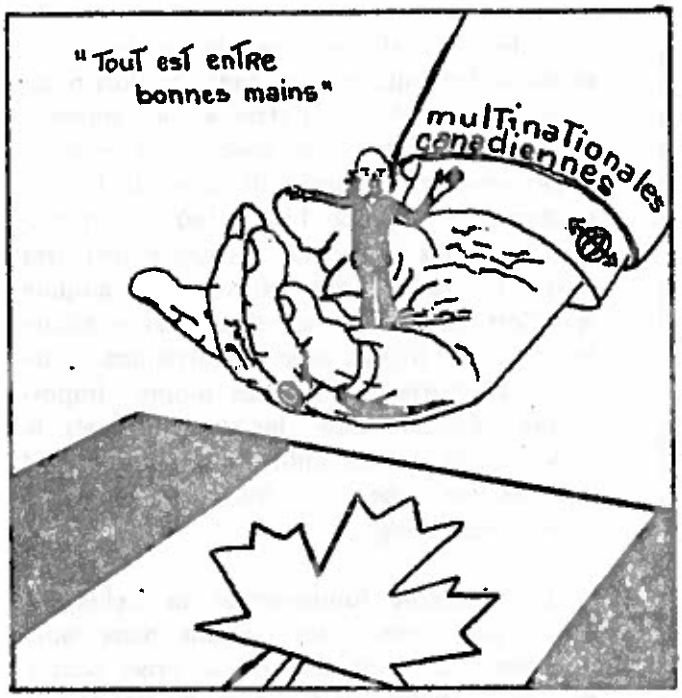
Depuis quelque temps, au Canada, chacun s'inquiète de l'augmentation du chômage qui coincide avec l'exportation des capitaux encouragée par le gouvernement à l'aide de nos impôts. C'est dans ce contexte que, à la fin de 1977, deux de nos plus grosses entreprises minières, bien établies à l'étranger, ont annoncé des mises à pied massives: 3450 chez Inco, 1200 chez Falconbridge. Ceci, au centre du pays, où les syndicats sont bien implantés. C'est comme si on avait voulu souligner la fragilité de notre économie dans le contexte capitaliste international. Et comme si on avait voulu mettre le gouvernement fédéral et le gouvernement ontarien dans l'embarras devant la politique capitaliste normale de l'exportation des emplois.

Pourtant, ces mises à pied ne sont que la pointe d'un iceberg. Chez Noranda, par exemple, 2400 emplois sont disparus en 1975-76, et 1500 autres mises à pied sont déjà faites ou en vue d'ici un an, principalement au Québec. Il y a aussi Iron Ore sur la Côte nord (238 mises à pied), Placer en Colombie Britannique (125), Alcan qui ferme sa mine de fluospar à Terre-Neuve (480), etc. Alcan importe maintenant son fluospar du Mexique. Placer s'installe là-bas, de même qu'aux Etats-Unis et en Australie. Elle a même un oeil sur le cuivre et le molybdène chiliens. Noranda, comme on sait, a plus qu'un oeil au Chili: un projet de $350 millions. Alcan est en train de mettre plusieurs centaines de millions au Brésil, et $200 millions aux Etats-Unis et en Australie. Falconbridge, qui a ouvert une installation de $200 millions en République Dominicaine en 1972, projette maintenant d'investir un demi-milliard au Chili. Inco a mis $850 millions en Indonésie et $225 millions au Guatémala. Profits d'Inco en 1976: $196.7 millions. Falconbridge: $14.7 millions. Noranda: $46.7 millions. Alcan: $44 millions.

Le ministère de la Main-d'oeuvre rapporte en tout 9,000 mises à pied dans les mines canadiennes l'an dernier. Il en prévoit 11,000 autres d'ici juin. S'il faut croire les compagnies de mines, chaque emploi chez elles en entraîne quatre autres pour desservir ces employés et leurs familles. S'il n'y avait pas l'assurance-chômage, ce serait donc un total de 100,000 emplois enlevés à notre économie en dix-huit mois. Ce n'est pas tout. Le déclin des mines canadiennes risque de se poursuivre; les Américains veulent par exemple réduire par une loi leurs importations de zinc canadien. D'autre part, les mines additionnent les vacances forcées (mises à pied temporaires) aux mises à pied proprement dites. Pour Noël, Noranda a fermé pendant 5 semaines au Québec. Falconbridge et Inco ont annoncé qu'elles feraient à peu près la même chose cet été. A Timmins, Texasgulf va priver 2200 tra-

(1) Traduction et résumé de "Layoffs and the Future of Canada's Mining Industry" par Robert Carthy du LAWG, janvier 1978.

vailleurs de leur emploi pendant le mois de juillet.



Le gouvernement fédéral est propriétaire majoritaire de Texasgulf, par le biais de la Société canadienne de développement. Mais surtout, par la Société pour l'expansion des exportations (d'emplois et de capitaux..), c'est souvent lui qui a rendu possibles les expansions à l'étranger dont nous avons déjà parlé. En tout cas, il les a grandement favorisées, et il continue à le faire pour les autres capitalistes canadiens qui veulent s'installer ailleurs. La SEE leur offre des subsides et des services techniques. Elle garantit leurs emprunts et leurs installations en sol étranger (contre les nationalisations, etc..). Pas surprenant qu'elle se sente obligée de se faire de la publicité pour avoir bonne figure de ces temps-ci!

Les organismes internationaux auxquels participe le Canada, comme la Banque mondiale et la Banque inter-américaine de développement, subventionnent aussi de leur côté l'installation de nos capitalistes dans le Tiers Monde. Avec tout ça, où s'en va notre industrie minière?

LA VRAIE PLANIFICATION CAPITALISTE

Comme les mises à pied actuelles sont malheureusement trop massives pour être cachées, elles ont été accompagnées dans les media d'un écran de fumée qui sert à détourner l'attention du véritable mécanisme qui les cause. Et qui pourrait toujours donner l'impression que ces pauvres compagnies ont besoin d'encore plus d'argent et de tolérance de l'Etat. Dans ce contexte, quelques faits sont à souligner.

Les mises à pied: un phénomène permanent

Premièrement, les mises à pied cycliques sont un phénomène permanent de l'industrie minière. Inco et Falconbridge produisent du nickel. Sur le marché mondial du nickel, les vaches maigres suivent les vaches grasses suivant un cycle de trois à cinq ans déterminé par ceux de l'économie mondiale. Les compagnies profitent des années de vaches maigres pour imposer la mécanisation et pour négocier des conventions collectives restrictives. Si les stocks s'empilent trop, la solution est automatique: mises à pied. C'est ce qui s'est passé chez nous en 1958, en 1962-63 et en 1971-72 comme en 1977-78. On imagine la vie dans les villes où c'est l'industrie principale. A Sudbury, au début de 1971, par exemple, seulement trois logements sur mille étaient libres, le taux le plus bas au Canada. Deux ans plus tard, Inco fit 6000 mises à pied, le tiers de son personnel; la ville se vida; 110 logements sur mille étaient libres.

Les compagnies canadiennes s'installent à l'étranger depuis longtemps

INDUSTRIE MINIÈRE

Deuxièmement, il est inexact que les installations d'Inco au Guatémala et en Indonésie, ouvertes l'an dernier, soient la cause directe des nouvelles mises à pied. Mais, replacées dans leur contexte, ces installations indiquent bien la stratégie globale d'Inco. Elles ne sont ni une surprise, ni une nouveauté. Les compagnies minières canadiennes s'installent à l'étranger depuis les années '20. La mine du Guatémala était en projet depuis 1960, celle d'Indonésie depuis 1966. Elles n'atteindront pas leur plein rendement avant l'an prochain, et ce ne sera qu'un total de 25 millions de livres par an dans une production mondiale de 1500 millions par an. Ces mines n'ont donc rien à voir avec le surplus actuel des stocks.

Les "lois naturelles du marché"- une invention des capitalistes

Enfin, le meilleur écran de fumée d'Inco et de la Falconbridge, ce sont "les lois naturelles du marché": l'offre et la demande. Au fond, elles ont bien raison. Le marché, voyez-vous, c'est elles: 50 o/o de la production du "monde libre" (où la production des pays socialistes n'entre à peu près pas). Ca fait 80 ans qu'Inco en manipule les "lois naturelles" en fixant en pratique les prix du nickel avec la participation de quelques autres compagnies moins importantes. Presque tous les stocks actuels de nickel (400 à 500 millions de livres) sont détenus par Inco (300 millions à elle seule) et Falconbridge.

Le problème fondamental du nickel, en fait, c'est l'erreur des patrons dans leurs prévisions sur l'étendue de la crise actuelle. Ils s'attendaient à accumuler des stocks pendant une récession de deux ans pour les revendre ensuite à bon prix au moment de la relance. Mais la relance tarde, la récession prend des allures de dépression. Dieu sait quand on va s'en sortir. Au fond, il s'agit d'une crise structurelle du système économique international. Pour le moment, erreur ou pas erreur, la loi des patrons, c'est de protéger le capitaliste, "l'investisseur", c'est-à-dire de protéger les profits: alors, on coupe dans la main d'oeuvre.

LES TRANSNATIONALES METTENT LES ETATS EN CONCURRENCE

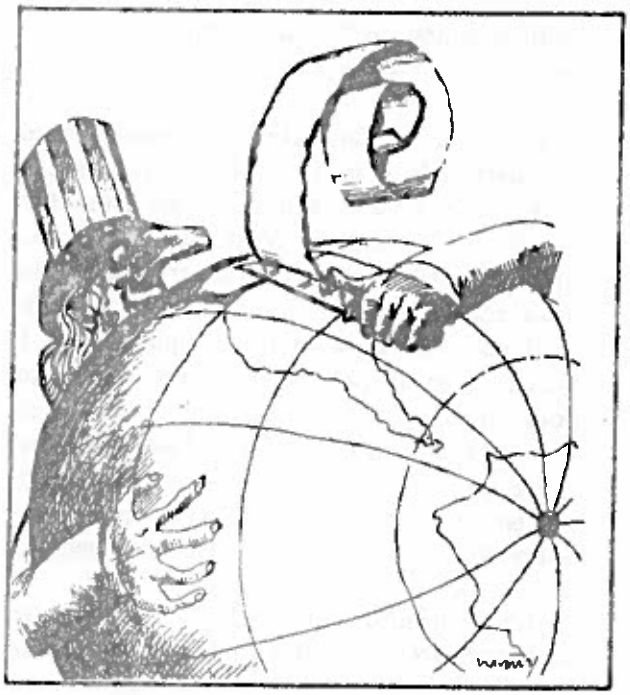
L'industrie minière emploie 140,000 Canadiens et produit 15 o/o des exportations du pays. Mais ni Inco, ni Falconbridge, ni Alcan, ni Noranda, depuis plusieurs années, ne font porter au Canada la majeure partie de leurs efforts d'exploration. Elles poursuivent toutes depuis longtemps des stratégies

INDUSTRIE MINIÈRE

Leur but, en effet, ce n'est pas le développement de notre économie mais le développement de leurs profits, qu'elles conçoivent à l'échelle mondiale. Dans la plupart des secteurs économiques du "monde libre" le contrôle appartient à un petit groupe de compagnies transnationales qui déterminent l'économie de leur secteur par-delà les pouvoirs des Etats. C'est très clairement le cas du secteur minier, et les transnationales canadiennes font partie du petit groupe de compagnies qui contrôlent ce secteur à l'échelle mondiale en mettant les Etats en concurrence les uns contre les autres. Nous allons voir les principaux éléments suivant lesquels les Incos et les Norandas font jouer cette concurrence entre les pays de façon à maximiser leurs profits, soit directement, soit à long terme par le biais de l'évolution de la politique mondiale.

Les taxes seraient trop élevées!

Les grosses compagnies de mines voudraient nous faire croire qu'elles sont obligées de transférer leur capital à l'extérieur du Canada parce que les taxes sont trop élevées ici. Mais voilà qu'elles font jouer le même chantage partout où elles projettent de s'installer. Les taxes sont trop élevées partout, à chaque pays de leur offrir les meilleures conditions. Pour l'industrie du nickel, par exemple, Falconbridge a créé un cas-modèle d'installation dans le Tiers-Monde: sa mine en République Dominicaine. Ouverte au milieu de 1972, elle avait vendu à la fin de 1976 pour $456 millions, et payé à l'Etat $11 millions en taxes et impôts (2.4 o/o). Les profits nets étaient de $40.7 millions. Sur ces profits, Falconbridge avait donc payé 21 o/o à la République Dominicaine, tandis qu'à travers le monde, y inclus le Canada, elle payait en moyenne 27 o/o sur ses profits, cette année-là. La République Dominicaine lui offrait donc de ce point de vue des conditions avantageuses.



L'Etat est le propriétaire légal des ressources naturelles d'une nation; il est juste qu'il participe aux profits de leur exploitation. Surtout s'il s'agit de celles du sous-sol, qui s'en vont une fois pour toutes et dont l'extraction ne se fait pas sans dommages. Mais, comme l'installation des transnationales dans un pays est perçue comme le moteur de son développement et comme une source d'emplois rémunérateurs, les transnationales peuvent négocier à la baisse en plaçant les pays les uns contre les autres, ce droit des Etats sur leur sous-sol et, plus généralement, les conditions du bien-être de chaque peuple. Cette négociation tourne d'autant plus à l'avantage des compagnies, et au désavantage des peuples, que beaucoup d'Etats du Tiers Monde ne disposent pas de l'expertise technique et des fonctionnaires expérimentés nécessaires pour faire face aux experts, avocats et comptables des transna-

INDUSTRIE MINIÈRE

tionales quand il s'agit de discuter des taxes et impôts.

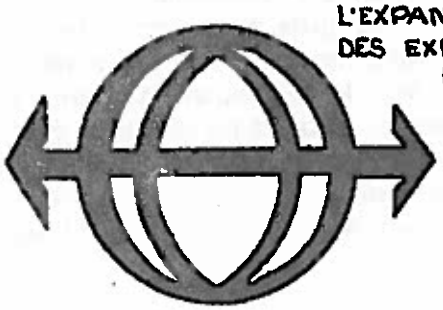
Le financement et l'infrastructure

Lorsqu'une transnationale investit quelque part, elle investit en fait le moins possible. Ce qu'elle préfère, c'est contrôler l'emploi d'argent qui n'est pas le sien. Le financement et l'infrastructure sont les deux canaux de cette opération. La transnationale considère pour chaque pays la facilité avec laquelle elle pourra emprunter pour financer son installation, soit qu'on lui offre des prêts à taux "préférentiels" (taux d'ami), soit qu'on garantisse (endosse) ses emprunts sur le marché financier international. Ceci, c'est le côté financement.

L'infrastructure, c'est l'ensemble des investissements nécessités par le "développement" considéré mais qui ne forment pas eux-mêmes la source de profit principale. Une mine peut demander une centrale électrique, des routes, un chemin de fer, un port, etc. La transnationale préfère n'investir que pour la mine et laisser le reste à des organismes publics ou internationaux qui cherchent à "favoriser le développement". Côté financement, elle peut même obtenir que son propre investissement soit garanti contre des accidents politiques (nationalisation) ou économiques (profits décevants) par un organisme qui la compensera ou qui lui rachètera sa mise si ça va mal.

Parce qu'elles sont assez puissantes pour exiger les meilleures conditions là où elles vont investir, les transnationales bénéficient de l'aide de toute une série d'institutions nationales et internationales dans le domaine du financement et de l'infrastructure. Au Brésil, par exemple, Alcan développe la bauxite avec des garanties du gouvernement, avec l'aide financière de la Banque mondiale et avec l'aide technique de l'ACDI d'Ottawa. Celle-ci a aussi facilité la construction d'un barrage hydro-électrique au Botswana, en Afrique, pour y permettre l'installation d'une mine de nickel. Noranda et Falconbridge ne s'installeront pas au Chili sans demander l'aide de la Banque mondiale et surtout de notre Société pour l'expansion des exportations. A chaque fois, c'est l'argent d'organismes financés par les Etats qui sert à favoriser des intérêts privés: le socialisme des riches.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS (SEE)



Quand il s'agit d'investir au Canada, les compagnies minières peuvent faire appel à une bourse publique particulièrement généreuse: tous les ministères "économiques" (Industrie, Expansion régionale, Mines, etc.) d'Ottawa et des provinces. Elles obtiennent même à l'occasion que les gouvernements provinciaux se battent entre eux pour sacrifier nos droits sur notre sous-sol et pour mettre à leur service l'argent de nos impôts. Comme, d'autre part, il y a plusieurs organismes internationaux, comme la Banque mondiale, ou même canadiens, comme l'ACDI, qui réservent leurs fonds pour les investissements dans le Tiers Monde, les compagnies peuvent ajouter cet argument à leur chantage: pour qu'elles investissent ici, il faut qu'on compense aussi l'aide qu'elles recevraient en investissant dans le Tiers Monde!

La réglementation écologique

C'est au nom du "modèle occidental de développement" que tant d'organismes sont

INDUSTRIE MINIÈRE

prêts à fournir le financement et l'infrastructure pour l'installation des transnationales dans le Tiers Monde. Dans le domaine minier, ce "modèle" est en train de produire une division géographique particulière en ce qui a trait à la partie la plus essentielle de l'infrastructure: l'environnement. Les nations industrialisées ont découvert qu'il faut surveiller les effets du "développement" sur leur habitat. Elles exigent de plus en plus que les compagnies minières paient pour les carrières qu'elles ouvrent dans le sol, les montagnes de déchets qu'elles accumulent autour et les tonnes de poisons qu'elles envoient dans l'air et dans les rivières.

Cette réglementation, bien entendu, n'existe pas dans le Tiers Monde. C'est autant de profits gagnés pour les transnationales. Les Etats industrialisés peuvent céder au chantage et continuer à "oublier" de faire payer les dommages écologiques. Mais, de plus en plus, ils resserrent leur réglementation, ce qui revient à exporter dans le Tiers Monde les installations les plus polluantes, comme des raffineries, tandis que les opérations plus propres, comme la transformation et la fabrication, se font chez nous.

La main d'oeuvre réprimée et à bas prix

Mais ce qu'il faut surtout garder en mémoire, c'est que ce sont les bas salaires qui forment la base du taux de profit avantageux que les transnationales trouvent dans le Tiers Monde. Dans les mines, les salaires y varient de 1/8 à 1/3 de ce qu'ils sont au Canada.

Au Guatémala, Inco va payer environ 98 sous de l'heure. A Sudbury, elle paie des salaires qui débutent à $6.00 de l'heure.

En République Dominicaine, Falconbridge paie de 1/6 à 1/3 de ce qu'elle paie ici. C'est pourquoi elle fait là-bas les 3/5 de tous ses profits. En 1976 (année de vaches maigres), elle a fait 4.5 o/o de profit sur tout son capital investi à travers le monde. En République Dominicaine, toutefois, elle faisait 21.4 o/o sur son capital. La même année, *la filiale brésilienne d'Alcan lui fournissait 93 o/o de ses profits; mais elle n'emploie que 13 o/o de la main d'oeuvre totale d'Alcan.*

INDUSTRIE MINIÈRE

Comme on dit, ça paye, la main d'oeuvre à bas prix! En fait, les transnationales *s'attendent* à retirer chaque année 20 o/o de profits sur le capital qu'elles investissent en Amérique latine.

Deux facteurs se combinent pour maintenir à leur bas niveau les salaires dans les pays du Tiers Monde. D'un côté, ces pays sont sous-développés par les effets du colonialisme, du système d'échanges et du système des investissements. D'un autre côté, leurs peuples sont souvent soumis à des élites locales d'une richesse révoltante liées à des régimes militaires brutaux et répressifs envers les travailleurs. Au Chili, au Guatémala, au Brésil, en République Dominicaine, en Indonésie, aux Philippines, en Afrique du Sud, les transnationales peuvent exploiter une main d'oeuvre à bas prix grâce au sous-développement et à la répression des syndicats, des grèves, des assemblées et de la participation des travailleurs aux décisions politiques. Le plus souvent, ces mêmes gouvernements refusent aussi aux travailleurs des services médicaux, sociaux et éducatifs financés par l'Etat, abaissant d'autant leurs salaires réels. En fait, la répression des ouvriers et l'extrême inégalité des revenus sont autant d'attraits qu'offrent les régimes militaires aux transnationales, dans la course aux investissements que se livrent les Etats.

La géographie du Pentagone

Enfin, il ne faut pas oublier que le profit maximum est non seulement le souci immédiat mais, plus encore, l'objectif à long terme des transnationales. Dans cette perspective, elles travaillent à l'échelle de la planète pour mettre la main avant leurs concurrentes sur les nouveaux gisements. En plus de monopoliser les sources de minerai, elles doivent aussi s'assurer que ces sources sont protégées -et pour ça, les régimes militaires sont bien utiles-, et qu'elles sont variées, au cas où un pays leur échappe ou leur fasse simplement des difficultés.

Le Pentagone et les autres grands centres militaires ont précisément la même préoccupation, pour des raisons stratégiques. Grands clients des producteurs de métaux, ils se trouvent donc, avec leurs riches contrats, à exiger de l'industrie minière la diversification géographique qu'elle recherche elle-même pour des raisons commerciales.

UNE NOUVELLE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

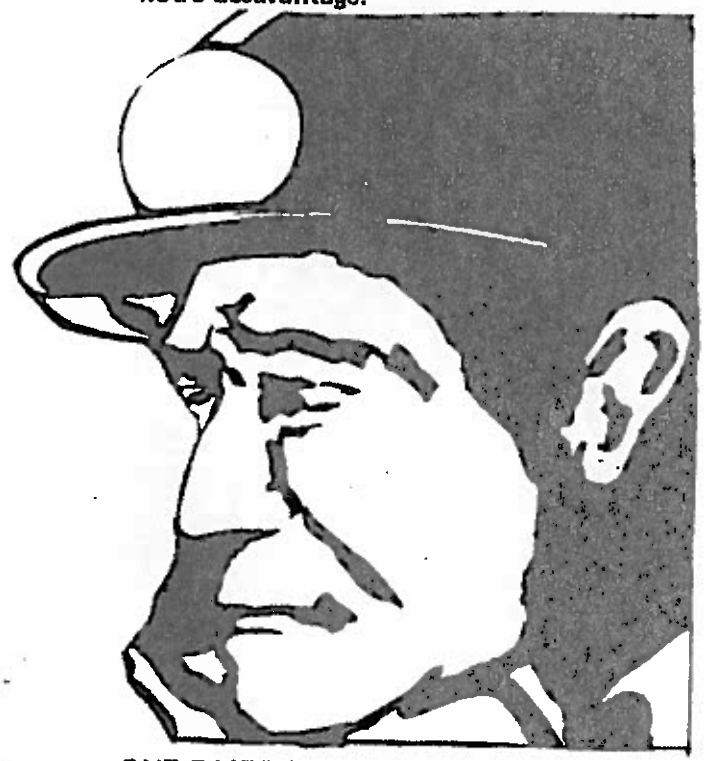
Croire que les mises à pied dans les mines canadiennes proviennent de la concurrence que les travailleurs du Tiers Monde livrent aux travailleurs canadiens, c'est céder à l'idéologie du capitalisme, "les lois du marché international". Ce que cette idéologie sert à cacher, c'est la nouvelle division internationale du travail que les transnationales sont en train d'établir par leurs politiques d'investissement. Cette "concurrence", comme nous l'avons vu, c'est leur propre création.

Le vrai scandale de la situation actuelle, c'est que la richesse produite au Canada, contrôlée par des intérêts privés, est en voie d'expatriation vers des pays où la répression assure de bas salaires et de hauts profits. Ces capitaux retirés du Canada sont ceux qui auraient pu servir à développer soit nos mines, soit notre secteur manufacturier, pour que notre économie ne dépende plus autant des exportations de minéraux. Le public canadien ne participe pas aux décisions de nos compagnies minières

INDUSTRIE MINIÈRE

transnationales, mais il finance leurs politiques par la Société pour l'expansion des exportations, par l'ACDI, par les contributions d'Ottawa à la Banque mondiale et à la Banque inter-américaine de développement, etc.

En somme, il finance l'établissement de cette nouvelle division internationale du travail où il se retrouve perdant, parce que ses propres travailleurs doivent disputer leurs emplois à la main d'oeuvre appauvrie et réprimée du Tiers Monde. Dans l'économie mondiale, les transnationales nous imposent des termes d'échange inégaux qui jouent à notre désavantage.



QUE FAIRE ?

1. La compétence de notre main d'oeuvre, nos avances technologiques, la richesse de notre infrastructure et de nos installations minières nous assurent que le Canada va demeurer un producteur important de minéraux.

2. Ces ressources sont d'autant plus essentielles au développement des nations à travers le monde que ce développement y est orienté pour servir le peuple plutôt qu'une minorité restreinte.

3. La crise actuelle de l'industrie minière canadienne démontre qu'on ne peut plus en laisser la planification aux intérêts privés travaillant à huis clos.

4. Cette crise démontre aussi que nous devrons nous occuper de diminuer la dépendance de notre économie par rapport au commerce international, et augmenter en conséquence l'importance de notre secteur manufacturier. Il s'agit de nous accoutumer à cette notion commune dans le Tiers Monde: l'autosuffisance.

5. Les ouvriers et les peuples du Canada comme du Tiers Monde doivent se rendre compte que les transnationales, au fond, sont leur adversaire commun, et développer en conséquence la solidarité internationale.

6. C'est l'intérêt spécifique des travailleurs canadiens de combattre pour l'abolition des dictatures répressives dans des pays comme le Chili ou la République Dominicaine, et pour le renforcement des syndicats et des libertés civiques dans ces pays. Plus les travailleurs du Tiers Monde pourront négocier de meilleurs salaires et conditions de travail, plus se réduira "l'avantage compétitif" du Tiers Monde comme source de profits pour les transnationales.

7. Les gouvernements du Tiers Monde, surtout s'ils sont démocratiques, peuvent eux aussi recevoir notre appui dans leurs négociations avec les transnationales. Si nous leur fournissons des renseignements plus au point et des moyens d'analyse plus développés sur l'industrie minière et ses

contrats de développement, ils pourront exiger des conditions fiscales et écologiques plus sévères. Ce qui réduira d'autant l'inégalité des termes d'échange qui nuit à notre propre industrie minière.

COMMENTAIRE DU COMITE DE REDACTION

Nous avons laissé intacte la ligne politique fondamentale du texte de Robert Carty, malgré notre divergence sur ce sujet. C'est que nous croyons que cette ligne politique, facilement reliable au parti néo-démocrate, peut aussi se rencontrer dans les milieux du Congrès du travail du Canada (CTC), dans les milieux "socio-démocrates" d'Ottawa et (qui sait?), dans ceux du Québec. Il vaut donc la peine de la discuter ici.

L'essentiel est de souligner comment la vision technocratique de l'Etat mise de l'avant dans ce texte s'oppose à une compréhension correcte de l'impérialisme. Les éléments sur lesquels nous nous opposons le plus clairement se trouvent regroupés à la fin du texte, à partir de ("Deux facteurs, bas de la page 8).

Jamais soulevée dans le texte, la notion d'impérialisme est le fil conducteur qui permet de comprendre les multiples éléments qui y sont discutés. L'impérialisme est le capitalisme dans sa forme avancée, où le capital s'est libéré de l'encombrante loi de la concurrence en concentrant le pouvoir entre un petit nombre de compagnies généralement dominées par l'une d'entre elles (Inco dans le cas du nickel). Ce capital s'est aussi libéré de l'attachement à une mine ou à toute autre propriété fixe. C'est un capital financier qui ne cherche qu'un investissement le plus rentable possible. Il le cherche donc n'importe où dans le monde, et de préférence dans les pays qui n'ont pas leur propre base industrielle.

Dans les grands secteurs miniers, le capital est passé à l'impérialisme vers le début du siècle, comme Carty le laisse d'ailleurs entendre. Ce qui se passe actuellement à Sudbury n'est pas l'effet de l'absence de participation du public dans les décisions des compagnies. C'est l'effet normal d'un système mondial qui opère depuis trois générations. Si on empêche les milieux financiers canadiens d'y opérer, ils seront immédiatement remplacés par ceux de New York, Tokyo ou Francfort. On ne peut pas faire des aménagements locaux contre l'impérialisme, on peut seulement le combattre globalement.

Le "modèle occidental de développement" est donc précisément le modèle de soumission des nations à l'impérialisme, c'est-à-dire, au système occidental. Les différents appareils "d'aide" internationaux ou nationaux ne sont ni dans l'erreur, ni dévoyés. Ils sont au service de la classe dominante de nos pays. Sous l'impérialisme, l'Etat capitaliste est voué au socialisme des riches. Peu importent les intentions de ses technocrates.

De la même façon, les gouvernements du Tiers Monde ne négocient pas librement avec les transnationales: ces gouvernements *sont* négociés. Ils ne sont pas les représentants (mal informés ou pas) du peuple, mais l'effet d'un jeu de pouvoir entre le peuple, la bourgeoisie nationale et l'impérialisme. Comme on a pu voir au Chili. Car la force armée est un "argument" naturel des transnationales, c'est-à-dire, un outil permanent des impérialistes pour dominer et se partager le monde.

Ce qui manque le plus dans toute cette conception néo-démocrate de l'Etat, c'est la reconnaissance de la lutte de classe comme l'élément fondamental de la politique. L'effet (l'indépendance d'Inco, Noranda, Falconbridge; "l'incompétence" des fonctionnaires du Tiers Monde) est donc constamment pris pour la cause. Le capital de l'impérialisme a été accumulé par le travail des ouvriers du monde entier, et surtout des pays industrialisés. La bourgeoisie impérialiste, avec la force militaire de "nos" Etats, l'emploie depuis longtemps pour créer dans le Tiers Monde une exploitation encore plus efficace de la force de travail des peuples. C'est cette exploitation spécialement payante qu'on appelle le "sous-développement".

La lutte ouvrière contre l'impérialisme est globale. Chaque gain dans nos pays limite la liberté du capital impérialiste. Chaque gain dans le Tiers Monde diminue son pouvoir et limite sa capacité de se reproduire. Quant à "l'échange inégal", c'est au détriment des peuples du Tiers Monde qu'il joue. L'échange inégal, c'est l'obligation -tant que la bourgeoisie impérialiste est la classe dominante- pour ces peuples d'acheter leur "développement" à un prix absolument ruineux. Ce prix, ils le paient en travail humain rémunéré très peu, comme on a vu, pour acheter des biens industriels très chers.

La "crise mondiale" actuelle est une étape de cet échange inégal où les producteurs de matières premières (le Tiers Monde) s'appauvrissent au profit des institutions financières de l'impérialisme. Historiquement, les hauts salaires canadiens sont un bénéfice tiré de cet échange inégal, bénéfice consenti par le capital impérialiste en contrepartie du pouvoir politique et financier que lui laisse le peuple canadien. Les mises à pied actuelles dans le secteur des mines sont, comme l'a montré Carty, un moyen d'ajustement normal du capitalisme. Dans ce cas-ci, il s'agit de s'ajuster, sans trop nuire aux profits de la bourgeoisie, à cet appauvrissement bien relatif que nous devons subir parce que nous sommes aussi, comme le Tiers Monde, des producteurs de matières premières.

Pour mieux comprendre l'impérialisme et son jeu dans le Tiers Monde, on peut lire L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, de Lénine, Le développement du sous-développement, d'André Gunder-Frank et Révolution et sous-développement, de Marini.

■ ■ ■

NICARAGUA

ROYAUME DES COMPAGNIES ET DU GOUVERNEMENT AMERICAINS

NICARAGUA

L'opinion internationale a prêté attention ces derniers mois à un petit pays d'Amérique Centrale, le Nicaragua. Soudainement, à chaque jour, dans les pages internationales des journaux ("Le Devoir" surtout), on lisait des comptes-rendus de l'opposition farouche du peuple nicaraguayen contre la dictature de Somoza.

Par cet article, nous voulons combler, à notre manière, les insuffisances de la presse officielle. Qui s'oppose à Somoza ? Somoza c'est quoi ? Pourquoi y-a-t-il eu un Somoza à un moment donné ? Pourquoi le Front national de libération se dit-il sandiniste ? A quand remonte l'omniprésence des Etats-Unis dans ce pays ?

Cet article n'a été rendu possible qu'en puisant largement dans : 1er les no. 31, 33 et 39 de 1977 et 5, 10 et 14 de 1978 d'ALAI, édition française (Agence Latino-Américaine d'Information) ; 2e les numéros 38 et 42 de la revue équatorienne "Nueva" ; 3e le no 2 de février '76 de Nacla's Latin America Empire Report.

NICARAGUA EN CHIFFRES

- **Superficie : 130,000 Km. ca.**
- **Population : 2,7 millions.**
- **Taux de croissance de la pop. : 3 o/o par année**
- **Population rurale : 52 o/o**
- **Population urbaine : 48 o/o**

- **Exportation : à 70 o/o agricole (café, coton, viande, sucre).**
- **Force de travail : 50 o/o dans l'agriculture**
  50 o/o autres.
- **Chômage officiel : 30 o/o**
- **Distribution du revenu annuel :**
  - **50 o/o gagne $90. et moins**
  - **5 o/o gagne $1,800. et plus.**
  (ce qui représente 30 o/o du PNB)
- **Santé publique : 6,8 médecins/10,000 hab.**
  18,2 lits/10,000 hab.

LE NICARAGUA ET L'IMPERIALISME AMERICAIN(1900-1925)

Le Nicaragua est sous le joug de la dictature de la famille Somoza depuis quarante ans. Pour en expliquer la naissance et la durée, il faut remonter en arrière et décrire l'histoire du Nicaragua depuis le début du siècle.

Pendant toute la deuxième moitié du XIXe siècle, deux fractions de la bourgeoisie se sont continuellement heurtées l'une contre l'autre. La bourgeoisie commerçante dont la place-forte était Granada, prévilégiait la poursuite des relations de dépendance avec l'Angleterre. Le parti libéral représentait la bourgeoisie artisanale, dont la place-forte était la ville de Léon. Cette bourgeoisie voulait se transformer en grande bourgeoisie maîtresse de son propre marché intérieur.

Alors que l'Angleterre était préoccupée par la montée des impérialismes français et allemand en Afrique et en Asie, les Etats-Unis profitèrent de la situation pour faire de toute l'Amérique son continent. Ils virent d'un bon oeil la montée des libéraux qui poussèrent dans l'opposition les conservateurs et leur politique favorable à l'Angleterre.

De 1893 à 1909, sous la présidence du libéral Zelaya, le gouvernement nicaraguayen émit une série de mesures pour transformer le pays en un exportateur de café. C'est l'époque de l'expropriation des terres communales et de leur redistribution à de grands propriétaires à titre de propriété privée ; c'est aussi l'époque de la mise en chantier d'un réseau routier pour le transport du café ; enfin c'est une période de pénétration du capital étranger non-américain.

Même obligés de recourir au capital étranger, les libéraux voulaient demeurer indépen-

dants des étrangers, en diversifiant leurs sources d'emprunt. Mais cette attitude irritait les Américains. Quand les Etats-Unis, après la signature du traité de Panama, apprirent que les libéraux négociaient avec les Japonais la possibilité de construire un canal et surtout quand ils surent que les Anglais étaient disposés à prêter 2.5 millions de livre sterling, ils virent là une menace à leur prépondérance dans la région. Il n'en fallut pas plus pour organiser la mise au rancart de Zelaya et pour installer le conservateur Diaz au pouvoir, en 1909.

Aussitôt la rébellion libérale armée déclencha les hostilités. Incapable d'en venir à bout, le président Diaz, fit appel en 1912 aux Etats-Unis. Ceux-ci envoyèrent un corps expéditionnaire de 2,700 Marines qui écrasèrent finalement la rébellion libérale. De 1912 à 1925, une force de pacification de 120 Marines, la Legation Guard demeura sur place pour protéger les compagnies américaines. La rébellion libérale et tous les généraux libéraux n'avaient plus la force morale pour continuer la lutte et ils rentraient dans le rang. Sauf un : Augusto C. Sandino.

SANDINO : 1927-1934

De 1927 à 1934, l'Armée de Défense de la Souveraineté Nationale du Nicaragua du général Sandino lutta seule pour repousser l'envahisseur américain. Composée dans sa très grande majorité de paysans pauvres qui avaient perdu leurs terres lors de la réforme de Zelaya, l'Armée sandiniste porta seule l'étendard de la lutte pour l'indépendance nationale. Les Américains malgré leurs cadres militaires, leur aviation, leur matériel militaire se rendaient compte que s'ils pouvaient, à court terme, neutraliser ce mouvement de libération et le circonscrire dans des régions déterminées, ils étaient obligés de demeurer indéfiniment sur place. Ainsi, en 1933, la solution était de "nicaraguaniser" le conflit, ils mirent donc sur pied une Garde nationale et à sa tête Somoza. Ses premiers faits d'armes furent l'assassinat de Sandino et la pacification des bases sandinistes du nord par le massacre de 300 familles.

L'EMPIRE SOMOZA

Anastasio Somoza, petit planteur de café éduqué aux Etats-Unis, devait servir d'arbitre de la situation entre les conservateurs et les libéraux. Mais d'arbitre, il devint vite le maître du jeu.

Au cours des années, le père et plus tard les fils entourés de collaborateurs, se sont constitués un petit empire. La famille Somoza a des intérêts dans la totalité des groupes producteurs de coton et de café. Elle contrôle toutes les raffineries de sucre sauf deux. Elle est propriétaire du plus important établissement de traitement des viandes de même que des usines d'empaquetage et de commercialisation de ses produits. Elle possède la seule compagnie d'aviation du pays ; elle a son quotidien, sa radio, sa télévision, sa banque de sang, sang qui est vendu aux Etats-Unis. De sorte que les avoirs de la famille Somoza dépasse le budget annuel du pays.

LES MONOPOLES AMERICAINS

En échange de ces avantages concédés à la famille Somoza, le pays est la chasse-gardée des E-U. Les entreprises américaines sont propriétaires de 80 o/o du capital industriel. Elles contrôlent l'agro-alimentaire (United Fruit, Williamson Tobacco, General Mills), les mines (Asarco, Noranda), le tourisme et le transport (Hughes Tool Co, Intercontinental Hotel filiale de Panam, Sheraton Hotel division de ITT) et les produits chimiques (Standard Oil).

Quatre banques américaines (Chase, First National of Boston, Wells Fargo et Morgan Garanty Trust) contrôlent les opérations agricoles, industrielles, immobilières et de construction.

NICARAGUA

LES CONDITIONS DE VIE DU PEUPLE

La fusion des intérêts de la famille Somoza et des monopoles étrangers ont eu pour corollaire des misérables conditions de vie du peuple. 87 o/o de la population de la capitale Managua et 99 o/o de la population du reste du pays, n'ont pas les services élémentaires d'eau, dégoût et d'électricité. Le taux de mortalité infantile est l'un des plus élevés du monde : 190 pour 1,000. 25 o/o de la population souffre d'affections diverses qui résultent de la sous-alimentation chronique.

Les dépenses militaires et de sécurité sont quatre fois supérieures à celles de la santé publique. En 1972 le Nicaragua comptait seulement 973 médecins et 413 infirmières, mais la dictature était très fière de ses 3,994 militaires gradués des centres de contre-insurrection et de guerre psychologique des Etats-Unis et du canal de Panama. La dictature dépense 10 fois moins pour l'éducation que pour son armée : les villes comptent 70 o/o d'analphabètes et les campagnes 82 o/o.

LA REVOLTE DU PEUPLE

Les fortes dépenses consacrées à la contre-insurrection ont été une constante du régime somociste car, au cours de son histoire, il a toujours eu à faire face à des mouvements revendicatifs et insurrectionnels.

Malgré ces forces de répression, les forces populaires ont été suffisamment puissantes pour forcer Somoza en 1944, à promulguer un code du travail, à reconnaître le Parti socialiste nicaraguyen (parti communiste) et à autoriser ce dernier à organiser des fédérations ouvrières.

Mais devant l'impossibilité du mouvement de masse et des organisations politiques de faire échec à la dictature, une partie de gauche décida de prendre les armes : 23 organisations de guérillas aussi éphémères les unes que les autres, ont vu le jour entre 1958 et 1960.

En 1962, le Front sandiniste de libération nationale (FSNL) est né. Il rallie une série de groupes isolés et dispersés et des représentants de vastes secteurs qui cherchent à promouvoir un changement radical en incorporant l'expérience des divers mouvements de guérillas.

LE FSLN :
LA FRACTION "GUERRE PROLONGEE"

Deux fractions apparaissent au sein du FSLN. La première tendance veut faire un travail de conscientisation pour en arriver à la constitution d'un parti ouvrier révolutionnaire. La deuxième tendance appelée "guerre prolongée" avait et a toujours comme priorité la consolidation de bases physiques dans les montagnes et les campagnes. Elle s'appuie sur les paysans qui ont une longue tradition de luttes remontant à Sandino. Cette tendance met de l'avant la lutte pour le socialisme et elle rejette toute politique d'alliance avec la bourgeoisie.

A Pancasan, en 1967, une des "colonnes" urbaines s'est fait encerclée et elle a été obligée de combattre. Elle y a perdu de nombreux membres. Cette défaite a montré du doigt les faiblesses logistiques et organisationnelles du FSLN. Le point de vue de la tendance "guerre prolongée" s'attaque à ces faiblesses, elle devient donc la tendance dominante.

NICARAGUA

LE MOUVEMENT DE MASSE : 1970-1976

Un puissant mouvement de masse se met en branle au cours des années '70. Le mouvement étudiant est tenu à l'oeil par la dictature, à cause de ses activités anti-somocistes. Les prises de terres par les paysans sont devenues communes. En 1973, 3,000 Indiens de Subtavia déclarent qu'ils sont prêts à donner leur vie pour défendre leurs terres. De multiples manifestations ont lieu en 1972 pour protester contre l'inflation et la faiblesse des services publics. En 1973 et 1974, les ouvriers du textile, de la construction, de la métallurgie, des hôpitaux, des services publics, des plantations de bananes se mettent en grève. Des oppositions au sein même de la bourgeoisie sont de plus en plus apparentes. Somoza a des adversaires dans toutes les classes de la société. Il n'y a plus de consensus social.

LE FSLN : LA FRACTION "TERCERISTA". (La troisième voie)

La tendance "tercerista" avance que la tâche primordiale est d'abattre la dictature afin de rendre possible les premières élections libres du Nicaragua, de susciter de profonds changements sociaux et économiques, à la ville et à la campagne. Pour remplir cette tâche, la tendance "tercerista" propose une large alliance avec tous les secteurs, bourgeois y compris, et elle orchestre ses actions de guérilla aux mouvements de masses comme en mai '76 et en octobre '77.

L'OPPOSITION BOURGEOISE

Le 14 octobre '77, un groupe de personnalités composé de prêtres, d'intellectuels et d'employeurs — appelé le groupe des Douze — a fait un appel pour que soit entamé un dialogue national pour préparer une ouverture démocratique et pour mettre fin à la dictature. Et ce dialogue ne peut se faire qu'avec la participation du FSLN.

Le manifeste du groupe fut reconnu par l'archevêque de Managua qui s'est offert comme médiateur. Les organisations patronales et universitaires se sont aussi montrées partisanes du dialogue.

L'Union démocratique de libération (UDEL) est constitué du Parti socialiste nicaraguyen (communiste), des partis Social-chrétien, Libéral indépendant, de l'Action nationale Conservatrice, de Mobilisation nationale, du Salut nicaraguyen, Libéral constitutionnel, de la Centrale des travailleurs du Nicaragua et de la Confédération du travail. Elle est la principale organisation d'opposition de masse. L'UDEL soutenait que le dialogue devait se concentrer sur la nécessité de garantir l'application des droits humains, la réforme du Code pénal, l'amnistie et la grâce des prisonniers et exilés politiques, la mise en place d'un nouvel ordre juridique assurant le pluralisme politique et une réelle participation de tous les secteurs dans la gérance des pouvoirs publics. La crise était ouverte. Somoza trouvait devant lui une alliance entre le FSLN, l'UDEL et le Groupe des douze.

NICARAGUA

Les fractions de la bourgeoisie qui se sont ralliées au mouvement ont des intérêts à court terme différents. Les secteurs du commerce et de l'industrie s'opposent à l'emprise économique du clan Somoza et comme ces derniers ne veulent concéder aucun pouvoir, ces secteurs n'ont d'autre choix que de s'allier au FSLN ! En effet, seul le Front possède la puissance militaire pour forcer la décision. La bourgeoisie agricole, au contraire, en se ralliant, tente d'empêcher que le FSLN contrôle le mouvement pour le transformer en mouvement anti-capitaliste, en mettant de l'avant une réforme agraire radicale.

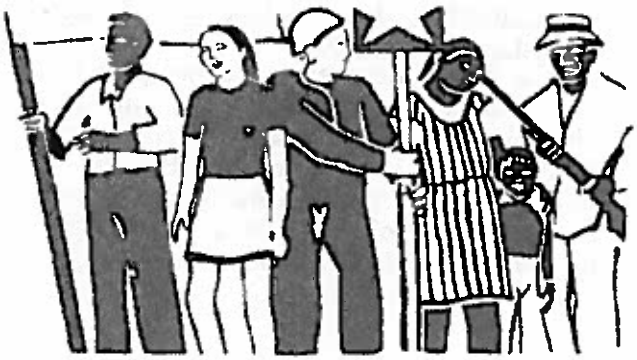
Pedro Joaquin Chamorro était le leader de l'opposition bourgeoise et tous s'entendaient à dire que dans le cas d'une élection présidentielle, il les aurait gagnées haut la main. Il représentait donc la principale menace de Somoza.

Le 10 janvier '78, Chamorro était assassiné par : devinez qui ?

APRES L'ASSASSINAT DE CHAMORRO

Les organisations syndicales déclarent la grève générale pour la mi-janvier '78. Le mot d'ordre est appuyé et suivi par le parti conservateur, L'UDEL, l'Association des chefs d'entreprises privées, de sorte que 80 o/o de l'activité nationale est paralysée. L'objectif de la grève politique est d'obtenir la démission de Somoza et une enquête pour établir les assassins de Chamorro. Les 6,000 travailleurs de la construction sont les premiers à entreprendre la grève générale. Celle-ci est loin d'être pacifique et prend la forme d'un affrontement constant entre les opposants et la Garde nationale. Managua est pratiquement occupée militairement et tout le pays soumis à un fort contrôle militaire. Ce n'est seulement que le 13 février que le retour au travail est complet. Mais la vague de résistance se poursuit jusqu'au 3 mars.

Entre le 20 février et le 3 mars, la Garde nationale s'est déchaînée. Trois étudiants ont été tués lors de manifestations, deux radios ont été fermées, l'université nationale a été occupée militairement. La résistance des Indiens Monimbo, vivant dans le sud-ouest de la capitale a été réprimée par l'aviation qui par ses bombardements au gaz lacrymogène, a fait nombre de victimes chez les femmes et les enfants, morts par asphyxie. Les habitants du quartier n'avaient pour se défendre que machettes et lattes de métal aiguisés pour barrer la route à la Garde nationale.



LE PROJET DE REFORME DE SOMOZA

Somoza présenta le 5 mars un projet autorisant tous les groupes politiques à élire leurs représentants et à participer aux élections présidentielles de 1981. En dépit du fait que tous les partis d'opposition, le FSLN y compris, avaient déclaré au lendemain de la mort de Chamorro, que le dialogue national sur l'avenir du pays ne pouvait commencer que si le clan Somoza en était exclus. Le projet de Somoza indique, de sa part, sa volonté de ne pas renoncer à la présidence. De fait pour reprendre la situation en main, il a permis la livraison massive d'armes aux civils pro-somoza pour appuyer les actions de la Garde nationale dans les villes du Nord en particulier.

L'intention de Somoza en faisant porter l'attention sur les élections présidentielles et sur la reconnaissance de tous les partis politiques est de disloquer l'alliance de tous les groupes d'opposition au sein de l'UDEL. Il ne faut pas oublier que Chamorro lui-même était allé à Washington pour présenter son mouvement comme une alternative démocratique à la situation du Nicaragua. Les forces d'opposition bourgeoise liées à l'industrie et au commerce veulent mettre fin à l'emprise écono-

mique de Somoza, pour qu'eux-mêmes puissent tirer profit du pouvoir politique. Mais d'autre part pour arriver à créer un état démocratique, l'opposition bourgeoise doit nécessairement compter sur les forces du FSLN qui sont les promoteurs d'une politique radicale qui a long terme mettrait leurs intérêts en péril. La proposition de Somoza permet donc de semer la confusion. Elle invite à une certaine ouverture démocratique mais le dictateur en définit les règles.

Car le dictateur en personne, peut bien disparaître mais ce qui doit demeurer c'est l'hégémonie de l'impérialisme américain dans toute l'Amérique centrale. Les E-U ont besoin de Somoza jusqu'au moment où ils auront mis au point une nouvelle force de répression pour l'Amérique centrale, la Condeca.

SOMOZA : GENDARME DE L'AMERIQUE CENTRALE

Ainsi quand Ternece Todman, le secrétaire-adjoint pour les affaires inter-américaines a affirmé au début du mois de mars que des progrès ont été réalisés sur la question des droits humains au Nicaragua en 1977 et qu'il propose par l'intermédiaire de l'AID, de porter l'assistance économique américaine à 5.5 millions de dollars pour 1979, il apparaît évident que les USA n'ont pas l'intention de se départir des services de Somoza.

Et les USA ont d'excellentes raisons. Il y a eu les invasions de 1948 et 1955 contre le Costa-Rica. Somoza a prêté ses haciendas pour que le CIA entraîne des mercenaires de Castillo Aunas et ainsi a aidé à la mise à l'écart du régime guatémaltèque du colonel Arbenz. C'est Somoza qui a financé la campagne électorale de Arana Osorio pour l'imposer à la présidence du Guatémala. Les troupes et les avions qui participèrent à l'expédition de la Baie des Cochons partirent du Nicaragua. Somoza a appuyé Laugerud lors des élections guatémaltèque de 1974. Il est le gendarme de l'impérialisme américain en Amérique centrale.

Avec tous ces antécédents, l'impérialisme américain cherche à prêter main-forte à leur serviteur mais il n'en demeure pas moins que la situation politique en Amérique centrale change et que Somoza n'offre pas les meilleures garanties de stabilité.

LA CONDECA

C'est pourquoi en 1964, pour parer à l'éventuelle détérioration du régime somociste, les USA ont créé le CONDECA (Conseil de défense centro-américain). Le CONDECA vise à former une armée centro-américaine : "Le CONDECA est un organisme militaire supranational destiné à assurer la défense nationale, le maintien de la paix et la sécurité des Etats membres. – Il a pour objectif d'offrir aux gouvernements des Etats membres, les moyens appropriés et opportuns pour l'emploi coordonée des forces armées , – de lutter pour l'établissement d'une doctrine militaire centro-américaine qui reconnaît et garantit des idéaux de démocratie, de liberté, de souveraineté et d'indépendance".

Ainsi de 1966 à 1968, d'importantes forces américaines, guatémaltèques et nicaraguayennes participèrent à l'écrasement du mou-

vement progressiste des jeunes officiers salvadoriens. Le 30 mars dernier, des forces conjointes du Nicaragua et de l'Honduras ont réalisé une opération à la frontière des deux pays destinée à paralyser la mobilité des guérilléros sandinistes. Dans une action semblable, l'armée du Honduras a capturé le 10 mars, le dirigeant du FSLN, German Pomares, et elle menace de le livrer aux autorités nicaraguayennes.

LE NATIONALISME RADICAL

Le CONDECA est le moyen envisagé par l'impérialisme américain et l'oligarchie centro-américaine pour instituer un pouvoir d'état au-delà des différentes souverainetés nationales, pour limiter tout mouvement d'indépendance comme c'est le cas au Nicaragua.

A l'intérieur du mouvement de revendications économiques et politiques mettant en branle toutes les couches de la société, un mouvement anti-impérialiste se manifeste en prenant la forme d'une revalorisation de l'état national indépendant et souverain. Ce nationalisme ne peut être que radical parce que la bourgeoisie opposée à la dictature ne peut s'allier que :

1er à la petite bourgeoisie radicalisée comme le mouvement étudiant ;
2e à la paysannerie pauvre qui lutte pour une réforme agraire ;
3e aux ouvriers et aux employés qui luttent pour le droit aux libertés syndicales, contre l'inflation, contre le chômage.

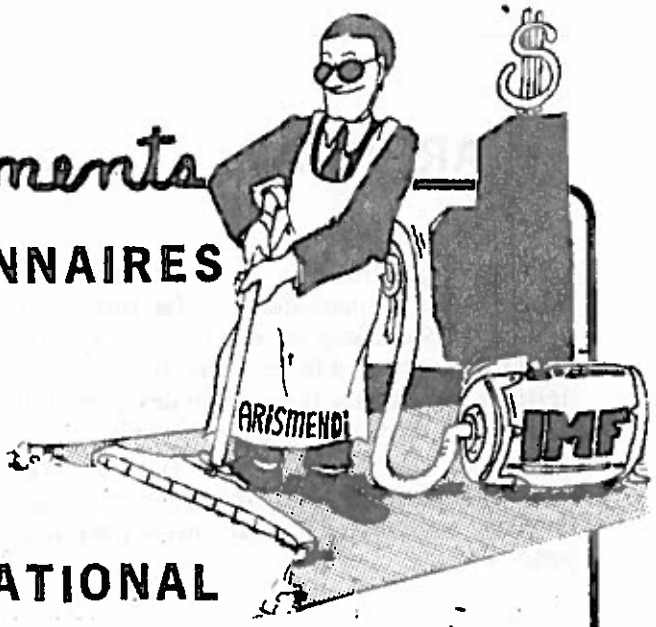
La bourgeoisie doit à la fois porter le flambeau du nationalisme pour rallier à elle toutes les couches et empêcher que le mouvement lui échappe des mains et qu'il prenne un tour anti-capitaliste. C'est à l'intérieur de cette limite que se débat la bourgeoisie d'opposition. La limite est d'autant plus réelle qu'il existe une organisation, le FSLN, dont une des fractions – Guerre prolongée – est défavorable à l'alliance avec l'UDEL et les secteurs plus larges d'opposition. C'est dans cette perspective que se comprend l'attitude de Somoza. Frapper durement sur le FSLN, les paysans et les ouvriers afin d'écraser les bases sociales du radicalisme. Si cette opération réussit pour 1981, la bourgeoisie d'opposition aura perdu son poids politique et elle devra entrer dans le processus de réforme avec Somoza.

Même si la bourgeoisie d'opposition, par sa position dans la société, semble diriger le mouvement et peut aspirer à le contrôler, nous ne devons pas oublier qu'elle n'en n'est pas le moteur. Fondamentalement, demain comme hier la situation politique nicaraguyenne est une lutte entre Somoza et le FSLN.

☆ ☆ ☆

le fil des événements

LES HAUTS FONCTIONNAIRES DE L'IMPÉRIALISME AMERICAIN: LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



Le Fonds monétaire international (FMI) est aujourd'hui le principal instrument supranational de l'impérialisme. La force militaire est un instrument permanent de l'impérialisme, mais il s'est pourvu avec le temps d'autres instruments plus raffinés et souvent plus efficaces, tels le FMI.

LES BONNES MANIERES DE L'IMPERIALISME.

Au dix-neuvième siècle, les premiers impérialistes furent les capitalistes anglais; ils furent vite imités par les Allemands, les les Américains. A cette époque, ils n'y allaient pas par quatre chemins pour convaincre une nation d'adopter des politiques "amicales", c'est-à-dire, de se soumettre à l'exploitation. ils envoyaient sur ses principaux fleuves des navires blindés chargés de drapeaux, mais surtout de canons: les canonnières. Aujourd'hui, la politique de la canonnière n'est plus de mise; les impérialistes communiquent leurs exigences de façon plus précise mais moins visible. C'est le rôle du FMI. Quant aux canonnières (la force militaire étrangère), elles restent comme dernier recours qui aide à faire comprendre les communications plus polies. (Mais les impérialistes préfèrent de beaucoup employer contre un peuple "sa" propre force armée; c'est ce qui s'est passé au Chili.) Pour parler aux gouvernements existent tous les mécanismes polis de la finance internationale -autre nom pour l'impérialisme de tous les jours. Le FMI, c'est la forme la plus contraignante de ces mécanismes.

. QU'EST-CE QUE LE FMI ?

Malgré son nom, le Fonds monétaire international (FMI) ne constitue en aucune façon le système monétaire international. Mais quand les Etats-Unis et leurs alliés ont fondé les Nations Unies en 1946, ils ont aussi voulu introduire dans le système monétaire international, un mécanisme suivant lequel les monnaies des divers pays auraient un taux d'échange fixe par rapport au dollar américain. Pour que les taux restent fixes, ça prenait un coussin; le FMI a été fondé pour administrer ce coussin. Chaque pays participant laisse au FMI une cotisation. Ensuite, il peut en emprunter le quart pour équilibrer ses comptes. Si ça ne suffit pas, il peut emprunter le reste de sa cotisation, mais à condition de soumettre sa politique économique aux exigences formulées par les fonctionnaires du FMI. Aujourd'hui, cent trente pays appartiennent au FMI, dont seulement la Yougoslavie, la Roumanie et le Vietnam parmi les pays socialistes.

ET LA BANQUE MONDIALE ?

En même temps que le FMI, les Etats-Unis et leurs alliés ont fondé un organisme supranational d'aide, à l'intention des pays endommagés par la guerre qui venait de prendre fin, et à l'intention du Tiers-Monde: la Banque mondiale. Elle est financée par des dons; les plus gros donateurs sont les Etats-Unis, qui la contrôlent; son aide est orientée pour favoriser le "développement" conçu suivant les lois de l'impérialisme. Pour avoir accès à cette aide, il faut appartenir au FMI. Comme celui-ci, la Banque mondiale siège à Washington. Son nom officiel est "Banque internationale pour la reconstruction et le développement" (BIRD). Elle agit surtout à travers ses filiales, l'Association internationale pour le développement (AID) et la Société internationale de financement (SFI). La Banque inter-américaine de développement (BID) est un organisme semblable mais indépendant, pour "aider" l'Amérique latine.

QUI DECIDE AU FMI ?

Au FMI, les votes sont en proportion des contributions. La contribution des Etats-Unis est 21 o/o du total. Comme la majorité nécessaire pour les décisions importantes est de 80 o/o, les Etats-Unis sont prépondérants au FMI comme à la Banque mondiale. Mais ils préfèrent d'habitude agir en consultation avec le Canada, le Japon et le Marché commun, qui forment avec eux le "groupe des Dix", lequel contrôle 64 o/o des voix au FMI.

QUI A BESOIN DU FMI ?

En 1971, les Etats-Unis ont eux-mêmes abandonné le système des taux d'échange fixes. Mais le FMI est resté bien en place, avec ses mécanismes; il a même quintuplé son chiffre d'affaires depuis cette date. De plus, en janvier 1977, ses limites de prêts (ou "crédits standby") sont passées de 100 à 145 o/o de la contribution de l'emprunteur et, depuis 1974, le FMI fait aussi des prêts spéciaux (dits "facilités") pour amortir les effets de la hausse du prix du pétrole.

Cette évolution nous permet de voir plus clairement le vrai rôle du FMI. Le capitalisme international n'est surtout pas un système stable; il ne se maintient que par des ajustements constants pour compenser l'effet de ses propres forces. Tout comme il a besoin de guerres et de régimes répressifs, il a besoin de "coups de pouce" dans le domaine financier. Au bout de tout le dédale de l'équilibre des paiements, des prêts, des subsides, de la fuite des capitaux, etc., c'est le FMI qui intervient pour mesurer l'effet de tout ça sur les finances de chaque pays, et pour imposer aux perdants des politiques économiques précises comme condition du maintien du commerce étranger.

Prenons un exemple. Depuis trois ans, le commerce international fait baisser les prix des matières premières par rapport à ceux des produits fabriqués. Les pays du Tiers-Monde peuvent donc importer moins de biens industriels pour les matières premières qu'ils exportent: en un mot, ils doivent s'appauvrir. C'est le cas du Pérou, qui d'ailleurs a dû faire face en même temps à la baisse catastrophique de la pêche des anchois (dont il était le principal fournisseur mondial). Son régime a commencé par abandonner ses couleurs révolutionnaires. Mais ses dettes nationales ont continué de s'accumuler tandis qu'il recevait

de moins en moins pour ses exportations. Le FMI a signalé aux marchés financiers que le Pérou frisait la faillite. Les fournisseurs commerciaux et les créanciers du Pérou risquaient de n'être pas payés. L'été dernier, en apprenant quelles conditions le FMI lui ferait pour le tirer d'affaires, le Pérou a préféré s'arranger avec des banques privées, dirigées par la Chase Manhattan. Mais il y est parvenu en acceptant des conditions qu'il avait refusées quelques mois plus tôt, et qui soumettent le peuple péruvien à un régime social et économique presque...brésilien. Car la loi de la finance internationale (de l'impérialisme), c'est que l'appauvrissement du peuple péruvien doit se faire. Et encore plus vite parce qu'il avait été retardé, et encore plus raide parce que le gouvernement péruvien ne s'était pas montré "responsable". Néanmoins, aujourd'hui, la Chase regrette ouvertement son intervention; cette sorte de surveillance économique, dit-elle, appartient aux compétences du FMI; à la prochaine occasion, elle laissera le Pérou s'arranger directement avec lui.

LA CLE DE LA DEPENDANCE

On voit donc que le FMI ne "finance" aucun pays, et que ses prêts ne sont qu'un dernier recours après qu'un pays a emprunté beaucoup plus ailleurs. En fait, le rôle du FMI est de faire fonctionner le marché du capitalisme financier international, en ajustant les comptes avec souplesse quand ça va bien et en faisant payer les peuples quand ça va mal. Ceci, par les mains propres de ses 1400 "fonctionnaires supranationaux" très grassement payés.

Pour appartenir au FMI (et "bénéficier" de la Banque mondiale), chaque pays doit s'engager formellement à indemniser tout propriétaire étranger dont il nationaliserait les biens, ainsi qu'à rembourser tout créancier étranger. (Le Guatémala a été obligé de rembourser des obligations émises en 1826 pour entrer au FMI.) Pour consentir ensuite des prêts importants à un pays membre, le FMI exigera comme bon lui semblera: un meilleur accueil au capital étranger, le développement des industries d'exportation au détriment de la consommation, la dévaluation de la monnaie (ce qui fait monter le prix des denrées), le contrôle des salaires, ou la diminution des services sociaux, éducatifs et médicaux.

Depuis la dernière guerre, deux crises ont fait baisser le prix relatif des matières premières: la fin de la guerre de Corée et la hausse du prix du pétrole, après la guerre du Vietnam. Ce sont ces deux crises qui ont obligé les pays du Tiers-Monde à s'engluer plus profondément dans le réseau des emprunts internationaux qui est policé par le FMI. Les pays les plus endettés sont le Brésil et le Mexique. Mais la crise actuelle a même mis en difficultés des pays industrialisés, particulièrement l'Angleterre et l'Italie. C'est de ce mécanisme de dépendance financière croissante que le FMI tire son importance.

ECONOMIE DEPENDANTE , ECONOMIE ETRANGLEE.

Voyons comment opère cette dépendance financière que règle le FMI. Un pays "en voie de développement" doit payer très cher les capitaux investis chez lui par les impérialis-

tes. Non seulement en profits retournés à l'étranger, mais en intérêts sur les emprunts contactés pour financer "l'investissement local", en royautés sur les brevets étrangers, en frais de consultation et en salaires de conseillers étrangers (toutes choses qui se mettent à gonfler dès qu'on impose un contrôle sur l'exportation des profits). La filiale d'une compagnie étrangère peut aussi ne pas faire de profits: il suffit d'importer à prix fort et de vendre à bas prix aux compagnies-soeurs qui sont à l'étranger, et qui, elles, empochent les profits. Au bout du compte, les compagnies étrangères réussissent d'ordinaire à augmenter leur capital dans un pays en même temps qu'elles en exportent de l'argent. C'est justement ce qui se passe maintenant dans presque tous les pays d'Amérique du sud, et notamment le Chili, exceptés le Brésil et le Vénézuéla. Evidemment, tout cet argent qu'un pays dominé envoie à l'étranger l'empêche d'établir son propre capital.

Il n'aurait pas grand' chance de toute façon. Nous avons vu cent fois chez nous comment les grosses entreprises du capitalisme international (ou national) profitent de la moindre crise pour ruiner leurs concurrents les plus faibles, si bien qu'aujourd'hui chaque secteur de l'économie est contrôlé par quelques monopoles: General Motors, Boeing, DuPont, Bechtel, International Paper, etc. Le pouvoir du capital étranger monopoliste est encore plus dominant dans un pays pauvre; ses moyens sont démesurés par rapport à ceux du capital local. Le plus souvent, d'ailleurs, ce capital tombe lui-même sous le contrôle de l'impérialisme quand celui-ci met la main sur les banques et sociétés financières (assurances, etc.) locales. D'autre part, l'initiative économique du capital local sous un régime non-socialiste est sévèrement limitée parce que ce sont les impérialistes qui détiennent les clefs du développement technologique. C'est bien sûr ce que s'occupent à promouvoir des organismes comme la Banque mondiale.

Sous l'impérialisme, ce sont donc les priorités du capitalisme international qui guident le développement économique des pays. Les gouvernements peuvent chercher des accommodements dans le domaine économique. Mais leur première fonction sous l'impérialisme est d'agir comme des gendarmes éclairés, au service de leurs "nécessités économiques". Comme au Pérou, mais comme partout ailleurs aussi -quoique certains gouvernements, par exemple au Chili ou en Argentine, sont nettement plus gendarmes, qu'éclairés!

Quand un pays emprunte à l'étranger, il s'engage à être capable de payer dans l'avenir ce qu'il est obligé d'emprunter aujourd'hui. Généralement, les pays du Tiers-Monde réussissent à augmenter ainsi leur capacité de payer en augmentant les prix à la consommation (inflation) ou en soumettant leurs peuples à d'autres restrictions. Ce qui leur

GENDARME ECONOMIQUE, GENDARME POLITIQUE

Revenons au gendarme financier de la dépendance, le FMI. Il est bien évident que celui-ci n'impose des restrictions économiques que dans la mesure où le mécontentement des masses ne fait pas trop peur à la finance internationale. L'an dernier, par exemple, le FMI a simplement effacé la banqueroute du Zaire, dont le régime est instable mais rend de grands services aux militaires allemands, français et américains. Le gouvernement péruvien est menacé de faillite tant qu'il n'abandonne pas toute velléité de réforme sociale, mais on laisse s'accumuler la dette du Brésil, régime modèle, "payeur fiable", bien que cette dette soit proportionnellement la plus haute du monde. C'est au nom de cette "fiabilité" devant la finance internationale que le gouvernement Pinochet va au-delà du modèle brésilien; le gendarme ne manifeste aucune inquiétude au sujet du Chili, même s'il fait face aux mêmes difficultés commerciales que le Pérou.

Quand un pays a été ruiné par l'impérialisme, le FMI lui accorde un statut spécial, où tous ses emprunts doivent être endossés à l'étranger, et qui lui permet de continuer malgré tout à participer au commerce international. Mais le but du FMI est d'éviter cette situation et d'entretenir au contraire le fonctionnement du marché financier international. C'est sur ce marché que les pays équilibrent l'essentiel de leurs comptes; le rôle du FMI est simplement de s'assurer qu'ils demeurent des clients fiables. Placés en concurrence sur ce marché pour "bénéficier" des fonds de l'impérialisme, les pays du Tiers-Monde peuvent d'autant moins s'unir pour s'arracher à la dépendance.

"LAISSER L'ARGENT TRAVAILLER."

Plus on s'endette, plus on s'endettera. Plus on fait appel au capital étranger, plus on en dépend. Lorsqu'on en vient à ne plus pouvoir payer, le FMI intervient pour que les impérialistes soient payés sur le dos du peuple. Ce qui permet au cycle de recommencer, à un plus haut niveau d'endettement et de dépendance. Car le but du capitaliste financier n'est pas de récupérer son capital, mais de continuer à en retirer des profits ou des intérêts...et de réinvestir ceux-ci. C'est ce que les banquiers internationaux appellent "laisser l'argent travailler", et c'est pour maintenir ce flux de prêts commerciaux et d'investissements qu'ils ont besoin du FMI.

Actuellement, par exemple, en Amérique du sud, les gouvernements ont de la misère à trouver des investisseurs. Pour financer le développement de l'énergie, des trans-

ports, etc., ils sont donc obligés d'emprunter. Or, les banques américaines et européennes leur font seulement des prêts à court terme (rarement plus que trois ans). Au moment où le prêt est dû, la route ou la raffinerie n'est pas finie, et ne rapporte pas un sou; il faut donc absolument réemprunter. C'est très payant pour les financiers, très malsain pour les pays concernés. Mais tout le monde sait que le FMI viendra remettre les choses au pas quand la déstabilisation sera assez grave pour qu'on puisse imposer une "politique économique sévère" aux gouvernements. Et l'argent prêté continuera de rapporter.

Le FMI est consacré à laisser ainsi l'argent des impérialistes travailler pour eux en suppléant aux "lois du marché". L'impérialisme occidental, aujourd'hui, est trilatéral: Etats-Unis et Canada, Europe de l'ouest, Japon. Le FMI est le plus ancien et le plus important organisme de l'impérialisme trilatéral. Le surveiller, c'est surveiller le gendarme et le comptable de la finance internationale.

■ ■ ■

Quelques références:

1. Corm, G., L'endettement vertigineux du Tiers-Monde et le commerce de technologie. Le Monde Diplomatique, Juin '77.

2. Juruna, J., Le Fonds monétaire et les banques privées. Le "Gendarme" du grand capital. Le Monde Diplomatique, octobre '77.

3. Carthy, B., The Bottom Line: In the Red on the Canadian Balance Sheet. This Magazine.

DES PRISONS DU CHILI AUX SYNDICATS JAUNES DU QUÉBEC

LE TÉMOIGNAGE D'UNE MILITANTE CHILIENNE

Nous avons rencontré une Chilienne qui travaille dans le secteur de l'hôtellerie. Nous l'avons interviewée à la fois pour mieux connaître la situation des travailleurs immigrants au Québec et aussi à cause de la lutte syndicale qu'elle et ses camarades poursuivent à l'Hôtel Méridien de Montréal depuis le mois de mai 1977.

o *Quelle est actuellement la situation de l'emploi dans le secteur de l'hôtellerie au Québec ?*

Les travailleurs de l'hôtellerie (les femmes de chambre, les serveuses, les cuisinières, les bagagistes, les laveurs de vaisselle, etc.) sont parmi les plus exploités dans une société. Au Québec, près de 40 o/o vivent du salaire minimum et tous sont soumis à des conditions de travail difficiles (compétition, interdépendance des emplois). Il y a toujours des emplois disponibles dans ce secteur, surtout ceux qui sont les moins bien payés (exemple : les équipières qui montent les chariots de linge sur les étages et qui passent l'aspirateur dans les grands salons et la job de laveur de vaisselle).

Finalement, il y a beaucoup de roulement, les employés ne sont pas protégés par leur syndicat (s'il y en a un) et les boss en profitent doublement. Par exemple : à l'Hôtel Méridien de Montréal, dont Air France est propriétaire, depuis deux ans, 1,540 personnes ont été embauchées et ont quitté leur emploi pour des raisons diverses dont environ 400 mises à pied, 1,100 emplois à temps partiel et de façon temporaire et 9 tranferts pour d'autres hôtels. C'est quand même énorme pour un hôtel qui emploie entre 400 et 500 travailleurs. Ce n'est pas pour rien qu'on y retrouve un fort pourcentage d'immigrants. Toujours à l'Hôtel Méridien, l'an passé, ce pourcentage représentait environ 90 o/o des employés.

o *Avant de parler de votre lutte, peux-tu me dire s'il y a une discrimination au moment de l'embauche quand on est immigrant ?*

Ca dépend beaucoup de quel pays on vient. Les latino-américains ont moins de chance de décrocher les meilleures jobs parce qu'ils sont considérés comme étant "de gauche" par les patrons.

o *Les travailleurs de l'hôtellerie sont-ils syndiqués ?*

La majorité des plus gros hôtels (Reine Elizabeth, Hilton à Québec, etc.) sont syndiqués à l'Union internationale d'hôtels, restaurants et commis de bars (Local 31), affiliée à la FTQ, au CTC et à l'AFL-CIO. Ce local regroupe environ 20,000 syndiqués au Québec. C'est une union pourrie dont les représentants marchent main dans la main avec les boss, ne convoquant jamais d'assemblée générale et nous laissant dans la plus totale

ignorance de ce qu'ils "arrangent" pour nous. C'est justement parce qu'on a voulu se désaffilier du local 31 que la bataille s'est engagée au Mérindien.

○ *Pourquoi cette désaffiliation du local 31 ?*

Nous avions plusieurs raisons de quitter le local 31. Ce syndicat ne nous représentait pas et il s'entendait bien avec les boss du Mérindien. Et puis nous savions que nos cotisations étaient utilisées de façon plus que douteuse. Nous avons alors décidé d'adhérer comme syndicat autonome à la CSN. Nous l'avons fait en cachette. Le boss savait que ça se préparait mais il n'a jamais pu savoir qui s'en occupait. Nous avons fait signer des cartes CSN. Ca a été pas mal difficile mais nous avons réussi à faire signer 283 employés sur un total de 450. Le 30 mai 1977, nous demandions officiellement notre accréditation à la CSN.

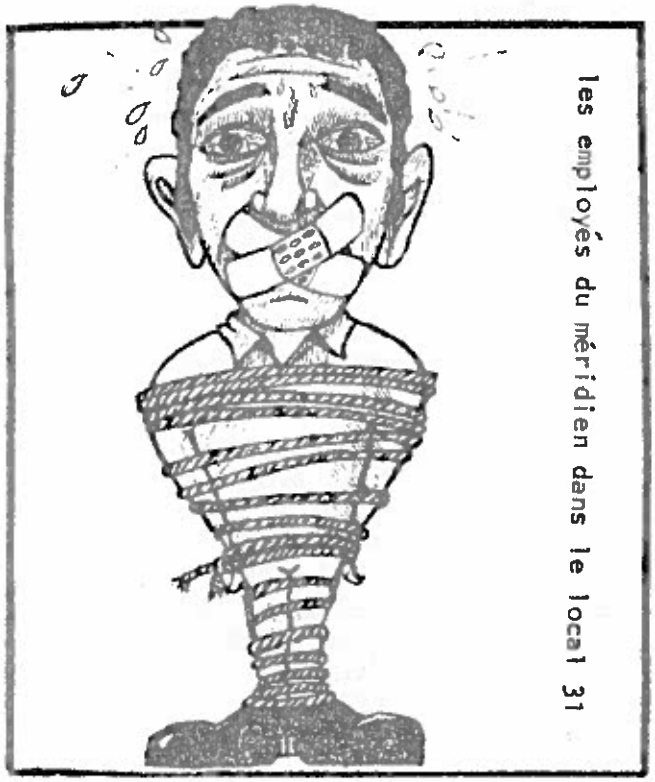
Mais on ne passe pas comme on veut d'un syndicat à un autre. C'est seulement sept mois après que le local 31 a perdu officiellement son accréditation, i.e. que le tribunal du travail a reconnu qu'il ne représentait plus notre groupe de travailleurs. Ca, c'est une première victoire. Mais la demande d'accréditation à la CSN est toujours "à l'étude" par le Commissaire du Travail. D'autre part, le local 31 a déjà contesté la perte de son accréditation à la Cour supérieure, à la Cour d'Appel et maintenant à la Cour suprême. Ils sont prêts à dépenser beaucoup d'argent pour ne pas perdre un pouce de leur territoire. Le local 31 exerce un véritable monopole dans le secteur de l'hôtellerie au Québec. Toutefois, depuis deux ans, son emprise a été courageusement contestée par les travailleurs de quelques gros hôtels comme le Hilton de Québec, l'Auberge des Gouverneurs à Ste-Foy et le Howard Johnson de Montréal.

○ *Revenons à l'été dernier. Le local 31 est mis à la porte et de longues procédures commencent devant les tribunaux pour faire reconnaître l'accréditation CSN. Mais que se passe-t-il à l'intérieur ?*

Indépendamment des délégués du local 31, nous avons commencé à nous organiser comme travailleurs dans tous les départements. Nous avions nos propres délégués. Nous avons revendiqué une augmentation de salaire, de la nourriture plus saine et aussi plus de sécurité au travail pour tous les employés(es), mais surtout pour ceux qui travaillent de nuit. Ces derniers, autant hommes que femmes, sont souvent soumis à des "avances" qui les placent dans des situations désagréables. Les patrons ferment systématiquement les yeux et nous répètent que ce sont les clients qui paient nos salaires !

○ *Qu'est-ce que tu veux dire par "demander de la nourriture plus saine" ?*

Dans notre convention collective, il est stipulé que nous n'avons pas le droit d'apporter notre lunch. L'hôtel nous verse un certain montant à chaque paie pour nos repas à condition que nous mangions la nourriture



qu'il prépare pour nous. La nourriture des employés, c'est le reste des repas préparés pour les clients pour les banquets. Plusieurs employés ont été malades, intoxiqués. En novembre dernier un employé a même dû être hospitalisé. Peut-être peux-tu mieux voir maintenant quelle sorte de syndicat c'est le local 31. Mais ce n'est pas la seule perle de notre convention. Nous n'avions pas le droit de faire des griefs non plus !

Et puis à l'embauche, on nous fait signer rapidement plusieurs papiers qui permettent à la Sécurité de l'hôtel de venir chez nous n'importe quand pour vérifier si nous n'aurions pas volé ; on fouille notre sac à main chaque soir après le travail.

○ *Et les salaires ?*

Depuis le 13 juillet1977, le Tribunal du Travail a suspendu les négociations entre le local 31 et le patron. Mais des augmentations de 10 à 30 cents l'heure nous étaient déjà dues depuis le 30 mai. Comme officieusement plus de syndicat, le patron a beau jeu de nous refuser ces augmentations qui étaient pourtant dans notre convention collective. Dans mon département, une femme de chambre reçoit $3.40 de l'heure alors que dans les autres hôtels, le tarif horaire est de $3.80. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons fait la grève en décembre.

○ *Qu'est-ce qui vous a incités à faire la grève ?*

Depuis l'été la situation était de plus en plus difficile. D'une part les boss nous mentaient effrontément : ils promettaient de nous donner les augmentations de salaire déjà négociées mais ils n'en faisaient rien. D'autre part, nous devions subir le harcèlement des petits boss et des agents d'affaire du local 31 faisaient de l'intimidation.

Par ailleurs la mobilisation sur la question des augmentations de salaire non payées nous avait rallié encore plus de monde. Nous avons alors commencé à utiliser certains moyens de pression. Les camarades qui lavent la vaisselle arrêtaient les machines et prenaient des 'break' (notons qu'auparavant ils n'en avaient pas). Nous, les femmes de chambre, nous ralentissions notre rythme.

Malgré toutes ces actions, nous n'avons pas gagné. Aussi, vers la fin de novembre, au cours d'une assemblée, les camarades ont décidé de faire un débrayage d'une demi-heure. Le patron n'est pas intervenu. Le lendemain, 30 novembre nous avons occupé la cafétéria toute la journée. Le patron refusait toujours de nous payer et ne nous reconnaissait pas comme syndicat CSN. A ce moment-là nous avions déjà un projet de convention collective. Le patron le connaissait et était en total désaccord. Tout le monde avait participé à l'élaboration de cette convention. Nos délégués de chacun des départements avaient consulté leurs camarades de travail pour y ajouter les points que ceux-ci trouvaient importants.

Dans la nuit de 30 novembre au 1er décembre, nous avons reçu une injonction qui nous interdisait tout moyen de pression à l'hôtel, dans le complexe Desjardins et aux alentours.

Le lendemain matin, réunis en assemblée d'information à la cafétéria nous avons voté à 92 o/o pour la grève.

○ *Avez-vous été en grève longtemps ? Avez-vous réussi à mobiliser tout le monde ?*

Le 2 décembre à 6.30 a.m. des lignes de piquetage étaient érigées autour du Complexe Desjardins. Nous étions très nombreux. Le piquetage a duré à peu près une semaine mais nous ne pouvions pas vraiment empêcher l'entrée des scabs parce qu'il y a des centaines de portes à cet hôtel !

Pendant la grève nous avons occupé deux fois le hall du haut de l'hôtel. La police nous a fait évacuer chaque fois. Déjà, dès la première journée de grève, des ordonnances pour outrage au Tribunal ont évé envoyées à dix

syndiqués, aux deux conseillers de la CSN et à la Centrale. Tous les employés ont aussi reçu une note les avisant qu'ils étaient suspendus jusqu'au 7 décembre.

Nous avons essayé de publiciser au maximum nos revendications, distribué des tracts aux clients, chahuté et occupé des points stratégiques. Ca a été un moment important qui nous a permis de mieux nous connaître et resserrer nos liens.

Pendant la grève, nous avons eu la possibilité de discuter de nos intérêts comme travailleurs et du pourquoi de nos conditions de vie et de travail, surtout avec les Québécois. Pour nous, immigrants, c'était la première fois où on pouvait se parler comme camarades et non plus comme des étrangers qui viennent voler les jobs. C'est un point très positif pour nous tous.

Finalement après deux semaines de grève, on est rentré à condition que tous les employés soient réengagés et que le boss nous paie la rétroactivité due.

○ *A-t-il tenu parole ?*

Oui et non. Nous avons tous reçu un certain montant d'argent par chèque. Mais personne n'a su à combien d'heures de travail ce montant correspondait. Depuis, nos salaires sont restés les mêmes qu'avant la grève. Ce qu'il faut dire aussi c'est que le boss a distribué les chèques en compagnie des représentants du local 31, eh oui ! ils sont toujours là. De plus, nous devions signer une formule qui précisait que le local 31 avait négocié ces augmentations et que nous en faisions partie !!!

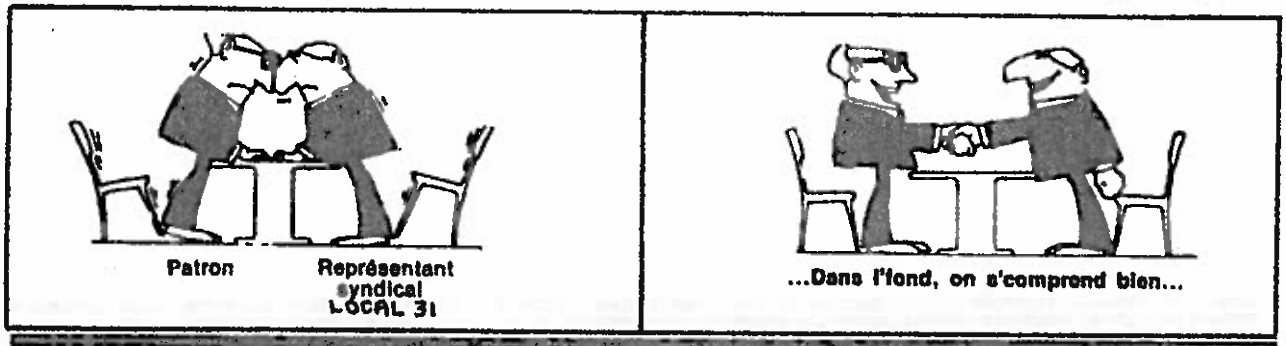
○ *Qu'est-ce qui arrive maintenant ?*

Les conditions de travail sont de pire en pire. Les p'tits boss ne laissent rien passer. Nous attendons toujours du commissaire du travail l'accréditation à la CSN. Après la grève, certains employés ont lancé l'idée d'un syndicat de boutique. Ensuite, ils se sont mis plus ou moins d'accord avec les Teamsters et ils ont réussi à faire signer des cartes à un certain nombre d'ex-syndiqués du local 31. Il y a aussi les gars du local 31 qui font régulièrement surface. Mais leurs votes sont finalement très divisés, ça joue en notre faveur. La bataille est malheureusement loin d'être gagnée.

Tu vois, beaucoup d'employés sympathiques à la CSN ont été mis à pied depuis la grève. J'ai déjà souligné le taux élevé de roulement dans cet hôtel. Pour les nouveaux employés la situation paraît très compliquée (elle l'est de toute façon !) et ils ont beaucoup de difficultés à s'y retrouver. Les lenteurs juridiques pour l'accréditation CSN sont également un autre facteur de démobilisation. Tu sais, le droit démocratique à l'association est reconnu sur papier mais il faut déployer une énergie presqu'inhumaine pour avoir le syndicat qu'on veut.

○ *Est-ce qu'il y a quelque chose de changé entre les travailleurs depuis la grève ?*

Avant la grève, à l'heure du dîner il y avait toujours une table de Chiliens et de Latino, une table d'Arabes et une table de Québécois. On se parlait pas tellement. Maintenant les Québécois sont divisés en deux groupes : un



groupe pro-local 31 et un groupe pro-CSN. Ils ne s'adressent pas la parole. Mais tous les camarades immigrants et québécois qui luttent pour l'accréditation CSN se parlent et s'entraident dans le travail. Il faut dire aussi que depuis la grève beaucoup de travailleurs immigrants ont été mis à pied, plusieurs Chiliens, Portugais et quelques Français.

O *Est-ce qu'au Chili, tu avais mené une pareille lutte ?*

Au Chili, j'étais étudiante en physique. Tu sais à l'Hôtel Mérindien c'était ma première expérience comme travailleuse exploitée. Au Chili, j'étais militante, bien sûr, mais comme une "bonne étudiante qui va travailler à la campagne avec les paysans". Maintenant je me sens plus travailleuse, je me sens plus solidaire avec les luttes. C'est la première fois que je sens vraiment l'exploitation. Quand on parle de quelque chose et quand on le vit c'est très différent.

La réalité est également bien différente. Ici, c'est un pays développé, là-bas c'est un pays sous-développé. Les conditions d'exploitation sont par le fait même très différentes. Les travailleurs chiliens sont dans des conditions qui leur permettent de prendre plus rapidement conscience de leur exploitation que les travailleurs québécois.

O *Pourquoi es-tu venue ici ?*

J'étais en prison. C'est grâce à la solidarité internationale que j'ai été libérée. J'étais du groupe des cent premiers prisonniers qui ont été acceptés par le Canada. C'est grâce au travail de solidarité des gens d'ici que j'ai pu sortir de prison.

O *Comment vois-tu la solidarité internationale maintenant ?*

Je crois qu'il faut vraiment essayer de faire connaître la situation réelle des travailleurs et du peuple, pas seulement au Chili, mais aussi en Amérique latine. Il faut dénoncer des manoeuvres comme la Campagne des droits de l'Homme organisée par Carter. La politique de Carter favorise directement la légalisation des gouvernements militaires en Amérique Latine.

Par exemple pour la Résistance du Chili, c'est un moment très important. Ce n'est pas parce qu'il y a quelques civils de plus au gouvernement qu'on peut parler de processus de re-démocratisation. C'est important de faire de la contre-information et d'expliquer ce qui se passe réellement.

Un autre exemple, c'est les prisonniers politiques. Malgré les récentes déclarations de Pinochet il y en a toujours. Il y a aussi tout le problème des "disparus", ces gens que la police secrète de Pinochet enlève et prétend ne pas avoir vus. Il faut dénoncer cette situation. Mais il y a plus que de dénoncer. Dans le cas des disparus, on peut venir directement en aide à leur famille. Dans mon quartier il y a par exemple des familles québécoises qui assument un travail de soutien (linge, argent, correspondance) à une famille chilienne. Nous recevons régulièrement des lettres de ces familles nous assurant qu'ils reçoivent bien ce qu'on leur envoie. Les gens au Chili savent qu'il y a ici au Québec une solidarité concrète de la part de militants et de groupes.

On peut faire aussi un travail de solidarité en aidant financièrement la Résistance et en participant à la mobilisation sur la question des prisonniers politiques. Pour le travail de solidarité avec les prisonniers politiques on peut communiquer avec le Bureau des prisonniers politiques de Montréal.

• • •

NOUVELLES BRÈVES DU CHILI

QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES

Le récent débat sur le processus de "normalisation démocratique" qui a fait jour au sein de la Junte militaire a surpris l'opinion publique. Dans les cercles militaires, on estime que la situation actuelle est délicate à cause de l'isolement international, des problèmes avec les pays limitrophes et enfin à cause de la détérioration de l'image extérieure du Chili suite à l'affaire de l'assassinat à Washington d'Orlando Letellier. Dans ce contexte, de proches collaborateurs de Pinochet ont présenté un programme politique "d'institutionalisation" du gouvernement, programme destiné à être appliqué "rapidement sans toutefois trop accélérer le processus". Les principaux aspects de ce programme sont les suivants:

1) Evoluer vers la "normalisation" et mettre fin à l'état d'urgence avant le 11 septembre 1978.
2) Accélérer la rédaction d'une nouvelle constitution en vue d'élections, au plus tard, au début de 1979.
3) Mettre sur pied un pouvoir législatif fondé sur l'actuel Conseil d'Etat avec des représentants régionaux élus (comment?) pour remplacer la Junte qui serait dissoute.
4) Election d'un président de la République à l'occasion du sixième anniversaire du coup militaire.
5) Incorporation de civils dans les différents ministères, mais principalement aux Affaires Etrangères.

Hoy, No. 45(05-11-78)

Le général Gustavo Leigh (commandant en chef des forces aériennes) a, pour sa part, souligné que la période de "reconstruction du pays", bien qu'indispensable après le coup d'Etat, ne peut pas durer indéfiniment. Les forces armées, a-t-il ajouté, n'ont pas pour fonction de gouverner, c'est aux institutions civiles à le faire. A son avis, les Chiliens doivent s'organiser contre le totalitarisme qu'il soit de gauche ou de droite.

Hoy, No. 44 (04-04-78)

Enfin, le président de la commission chargée de rédiger la nouvelle constitution a fait connaître les principaux aspects de la nouvelle charte:

1) Mandat présidentiel de 8 ans non renouvelable.
2) Président élu au scrutin universel direct.
3) Pouvoir exécutif fort, autoritaire et impersonnel.
4) Régime parlementaire composé de deux chambres, avec 150 députés élus au suffrage universel, 45 sénateurs dont 30 élus et 15 désignés parmi des personnalités de l'actuel Conseil d'Etat.
5) Pouvoir judiciaire fonctionnant grosso modo comme l'actuel.
6) Création d'un organisme nommé Pouvoir de Sécurité (Poder de Seguridad) composé de représentants des forces armées, d'un représentant du Sénat, d'un de la cour suprême et d'autres personnes.

El Mercurio, 09-04-78.

COMMENTAIRES DU COMITE DE REDACTION

Ce débat constitutionnel peut surprendre, 3 mois après le référendum du 4 janvier 1978 alors que Pinochet avait déclaré qu'il n'y aurait ni changement de régime ni élections avant 10 ans au Chili. Il semble que les difficultés du régime militaire combinées aux pressions américaines aient précipité ce débat dont l'alternative est ou bien une dictature militaire ou un régime "musclé" à façade "démocratique". Parmi ces difficultés, nous retenons:

1) L'isolement international de la Junte.
2) L'offensive de Carter avec sa politique des "droits de l'homme" qui cadre mal avec les "excès" de la dictature.
3) Les problèmes frontaliers avec la Bolivie et l'Argentine.
4) Les résultats du référendum qui, à l'encontre des mensonges officiels, n'auraient donné qu'un faible pourcentage d'appui au régime.

QUESTIONS ECONOMIQUES

La compagnie Good Year qui a acheté l'entreprise de pneus CORFO-INSA pour $15 millions a demandé au ministère du Travail l'autorisation de mettre à pied 600 travailleurs à cause des fluctuations du marché cela malgré le contrat de vente qui stipulait que l'acheteur devait garder à son emploi au moins 2000 travailleurs de l'usine. Le colonel Rolando Ramos, gérant de CORFO et ex-gérant de CORFO-INSA, a soutenu que malgré cette clause dans le contrat, la loi permettait des mises à pied.

Hoy, No.44, 04-04-78

La compagnie américaine Fluor Mining Metal Inc., la plus grande compagnie d'ingéniérie et de construction au monde, a signé un contrat avec l'entreprise chilienne Briones, pour réaliser des travaux dans les secteurs du pétrole et du cuivre.

La Tercera, 02-04-78

La dette du Chili à l'égard des Banques nord-américaines était de $620 millions en juin 1977. Des prêts à court terme constituent l'essentiel de cette dette. En fait, les prêts pour une durée de moins d'une année représentent les 2/3 des emprunts.

Hoy, No.44, 04-04-78

QUESTIONS FRONTALIERES

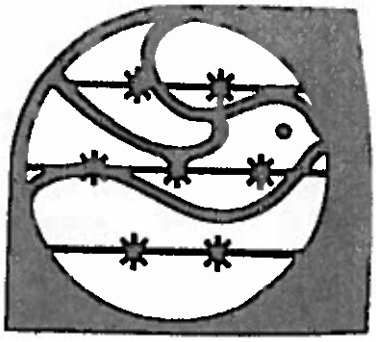
Parlant de l'accès à la mer pour son pays, le président Banzer de Bolivie a fait savoir qu'il n'hésiterait pas à entrer en guerre si cela était nécessaire. Par ailleurs, après avoir assisté aux manoeuvres anti-soumarines à Iquique, le vice-amiral chilien Carlos Delano a déclaré que les marins, soldats et aviateurs des Forces armées chiliennes étaient mieux

préparés pour la guerre qu'en 1879. Une déclaration officielle ultérieure allait toutefois amoindrir la portée de ces propos. Il n'en demeure pas moins qu'à la suite d'instructions de Pinochet, le ministère chilien de la Défense a ordonné la réinscription dans les régistres de conscription de tous les citoyens nés entre les années 1947 et 1956. Ceux-ci doivent se présenter aux bureaux de recrutement dans un délai de 30 jours. On a précisé qu'il ne s'agissait pas là d'une mobilisation mais d'un procédé normal faisant partie des activités du service de recrutement. Les citoyens qui ne se soumettent pas à la loi sont passibles d'une amende.

Ercilla, No. 2227,05-04-78
El Mercurio, 09-04-78

SOLIDARITÉ QUÉBEC-CHILI

UNE LETTRE DU CHILI



Depuis quelques mois, des militants et militantes de l'Association de défense des droits sociaux de Mercier ont "adopté" des familles de prisonniers et de disparus chiliens. Elles leur assurent un support moral, technique et financier. La relation n'est cependant pas seulement unilatérale. Ces militants québécois profitent aussi de l'expérience que vivent leurs camarades au Chili. Ils nous ont permis de reproduire cette lettre qui témoigne de la solidarité qui les lie. Nous les en remercions beaucoup. Tous ceux et celles qui voudraient "adopter" une famille de disparus peuvent communiquer avec nous. Pour des fins de sécurité nous avons enlevé les détails qui permettraient d'identifier l'un ou l'autre de ces militants.

Santiago, 12 décembre 1977

Chères amies,

J'ai reçu votre lettre du 1er décembre et je profite de l'occasion pour vous saluer en mon nom et au nom des amis chiliens qui ont appris avec joie la bonne nouvelle que vous leur avez fait parvenir.

Je vous souhaite du succès dans votre travail futur et j'espère que celui réalisé en 1977 vous satisfait. Je voudrais cependant vous mentionner que : pour retirer un paquet comme celui que vous mentionnez, il me faut la photocopie du feuillet d'envoi avec les informations sur le mode de transport (par mer, par air, ou directement par un ami).

Avec votre lettre, j'ai reçu un bon de solidarité, pour la somme de $10 US. Il m'est difficile de vous exprimer la joie ressentie par moi et mes amis qui souffrent derrière les barreaux du pénitencier (mon frère est l'un d'eux) à l'occasion de ce geste de ceux qui nous accompagnent dans ce dur moment, dramatique et obscur que nous vivons nous, et notre peuple au Chili. Je veux que vous sachiez que ce geste de solidarité nous encourage, qu'il nous soutient dans nos luttes pour construire un monde meilleur ; nous savons tous que l'oppression et la misère ne retiendront pas les peuples dans leur marche de libération.

Merci pour votre solidarité. Continuons à travailler et à lutter contre le pouvoir de ceux qui nous exploitent et tentent d'écraser notre dignité.

Recevez mes saluts affectueux et pleins de l'espoir de ceux qui rêvent d'un monde meilleur et qui marchent en ce sens.

LES ACTIVITÉS DU COMITÉ QUÉBEC-CHILI

. Comité Québec-Chili

CAMPAGNE NORANDA

Le Comité participe à la campagne nationale d'information et de pression visant à empêcher les crédits des banques et les investissements des cies canadiennes au Chili. Le 27 avril, avec 18 autres organismes dont les trois centrales syndicales québécoises, le Comité a participé à une conférence de presse qui rendait publique la position du Comité canadien des Eglises à ce sujet.
Il a diffusé 5,500 feuillets d'information : "SPECIAL NORANDA" en particulier dans tous les syndicats CEQ et CSN. Des rencontres avec des militants syndicaux ont eu lieu ; d'autres sont à venir.

RENCONTRE AVEC UN TRAVAILLEUR DE LA RESISTANCE

Des militants du Comité ont rencontré un travailleur chilien, militant de la Résistance qui leur a fait part de la situation des travailleurs au Chili. Il existe des enregistrements de cette rencontre sur cassette. Elle peuvent être utilisées par les média communautaires ; deux radios, celle de Jonquière et de Rimouski en ont déjà une copie.

ECHANGE D'INFORMATION AVEC LE LAWG

Le Comité a rencontré pour une seconde fois, cette année, des militants du LAWG (Latin American Working Group). Le LAWG est un groupe de recherche, d'information et de solidarité avec l'Amérique latine. Il existe depuis 12 ans, soit depuis l'invasion américaine à St-Domingue. Il publie chaque mois un bulletin d'information sur l'Amérique latine. Cette rencontre a été très utile car le LAWG nous a fait connaître ses recherches sur les corporations canadiennes (NORANDA, INCO, FALCONBRIDGE) et sur les politiques canadiennes face à l'Amérique latine ; nous avons pu étudier, en particulier le Bill C-26 qui amende la loi de la Société pour l'expansion des exportations (SEE). Nous en reparlerons...

PRISONNIERS POLITIQUES

Comme vous l'avez lu dans ce bulletin, le Comité commence une autre campagne. Notre objectif est limité : libérer 9 travailleurs chiliens en prison depuis septembre '73 et assurer qu'ils arriveront au Canada, prochainement. Il est important que chacun de nous et son groupe s'en occupe. C'est une victoire à construire.

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS AU BULLETIN "CHILI-QUEBEC INFORMATIONS"

La campagne se poursuit. Des efforts sont mis sur la composition et sur le montage de façon à le rendre plus agréable à lire. On cherche maintenant à solutionner le problè-

me d'une maquette pour la couverture. Avis aux maquettistes !

. Militants à Rimouski

Des militants de la radio "l'Etoile filante" nous ont écrit. Ils travaillent à monter un dossier sur l'Amérique latine et sur les cies canadiennes dans cette région. Ils comptent donner cette information aux mineurs de Murdochville qui subissent le chantage de la Noranda ; "si vous êtes trop exigeants, nous allons fermer... "

Nous invitons tous ceux qui font des actions de solidarité à nous écrire, nous en parlerons ici.

△ △ △

PUBLICATIONS DISPONIBLES

au Comité Québec-Chili

CHILI-QUEBEC Informations

Septembre '76	-	Le mouvement ouvrier et la Résistance	.50
No. 25, mai '77	-	Résistance ouvrière en Amérique latine	.50
No. 26, sept. '77	-	Pour mieux comprendre le Coup d'Etat au Chili: LA SPIRALE	.50
No. 27, oct.-nov.'77	-	Les tapisseries chiliennes	.50

TEXTES D'ORGANISATIONS POLITIQUES LATINO-AMERICAINES

- La crise de l'impérialisme et la révolution chilienne et latino-américaine (textes du MIR) '76 1.00
- La lutte au Chili forge l'unité contre la dictature. Andrès Pascal A. 1976 .50
- Qu'est-ce que le MIR? Comité central du MIR 1974 1.00
- Petite bourgeoisie et révolution. ERP-Argentine 1.00
- Notes de l'histoire du MIR .75
- Documents socialistes. Parti Socialiste du Chili. 1.00

Série: AMERIQUE LATINE AUJOURD'HUI

- L'histoire de la CEDOC .50
- Impérialisme culturel et éducation populaire .50
- Les Unions américaines, complices des "boss et de la CIA en Amérique latine .50
- Bolivie: dictature militaire et Résistance .50

D I V E R S

- Chili 1970-72. La Mobilisation des masses .25
- Chili 1976: faim et résistance .10
- Eléments d'analyse de la conjoncture actuelle au Québec et au Canada 1.00

Faites votre commande aujourd'hui au:

COMITE QUEBEC-CHILI
356 est, rue Ontario
Montréal, Qué., Canada
Tél.: (514) 842-8459

ABONNEZ-VOUS

DÈS MAINTENANT AU

BULLETIN CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS

BON DE COMMANDE

• Je désire recevoir le BULLETIN CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS

NOM: .....

ADRESSE: .....

TELEPHONE: dom.:.....trav.: .....

Abonnement ANNUEL REGULIER $10.00 ☐ de SOUTIEN $20.00 ☐

ou Réabonnement

Ci-joint $_____ en ESPECE ☐ en CHEQUE ☐ en MANDAT-POSTE ☐

Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du COMITE QUEBEC-CHILI et retournez-le à: 356 est, rue Ontario, Montréal, Qué.